Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 22 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820; •* ***Montréal*** *(514) 321-6434; •* ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***2 - 9 juin 2021***

D'AUTRES PROMOTEURS DU RÉFÉRENDUM MIS EN FUITE À JACMEL

Poursuivi, le ministre de la Justice a pris la clef des champs

Rockefeller Vincent a failli laisser sa peau à Jacmel...

Par Léo Joseph

Dans la foulée des déclarations de l'élu du Sud-Est annonçant son intention de démolir toute structure du référendum installé dans sa juridiction, par le Conseil électoral provisoire bidon (CEP), les habitants de Jacmel viennent de prouver qu'ils ont retenu le mot d'ordre de leur sénateur, Joseph Lambert. Aussi ont-ils mis en déroute une délégation dirigée par le ministre de la Justice qui s'était introduite dans leur cité sous de faux prétextes.

Joseph Lambert à Jovenel Moöse. , ,men kwa manman w, men kwa papa w vin pile !

Rockefeller Vincent

Dans la matinée du mardi (1er juin) Rockefeller Guerre était arrivé à Jacmel, en compagnie de plusieurs fonctionnaires de son Département, sous prétexte que sa mission consistait à résoudre des problèmes liés à des disputes terriennes. Des sources proches des militants anti-référendum du Département du Sd-Est ont précisé qu'il était en réunion avec le maire et le commissaire du gouvernement discutant de questions relatives au projet favori de Jovenel Moïse, le référendum.

En un rien de temps, des centaines de personnes commençaient à s'attrouper, afin de chasser « *les intrus* » de la cité. Rockefeller n'a pas tardé à mobi-

Suite en page 2

LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 FRAPPE HAÏTI DE PLEIN FOUET

Jovenel Moïse et son équipe pris au dépourvu

Les infections et les décès s'accélèrent à un rythme inquiétant

Mgr Sylvain Ducange.

Dr Yolène Vaval Suréna

Par Léo Joseph

Les infrastructures que les autorités avaient mises en place pour mener la lutte contre la pandémie de la COVID-19, bien que défaillantes, à l'origine, existait, tant bien que mal. Aujourd'hui que la pandémie de la COVID-19 resurgit avec force, les autorités du pays sont prises au dépourvu. La Commission spéciale, qui donnait l'impression d'être au rendez-vous, est portée absente.

Suite en page 5

DANS LE CADRE DE SON PROJET DE RÉFÉRENDUM

Jovenel Moïse cherche à contrôler les banques privées

Le projet de référendum de Jovenel Moïse, dont le financement n'est pas officiellement supporté par le Budget national, est budgétivore. Au fur et à mesure qu'il avance, le président de facto et ses conseillers se rendent compte qu'ils ne disposent pas de suffisamment de devises pour s'acquitter des coûts encourus hors du pays. Dans ce cas, le besoin de dollars est permanent. Pourtant les contraintes économiques entraînées par la COVID-19 les rendent plus rares que d'ordinaire. Il faut résoudre ce problèmes, quitte à se montrer

Suite en page 5

ÉDITORIAL DU QUOTIDIEN MIAMI HERALD SUR LA CRISE HAÏTIENNE

Intervention musclée du Comité de Rédaction du quotidien floridien

Le Comité de Rédaction d'*Haïti-Observateur* offre à l'appréciation de ses lecteurs l'Éditorial publié dans l'édition du 29 mai du prestigieux hebdomadaire de Miami, un texte sur la crise multiforme d'Haïti, dont la pertinence n'a jamais, auparavant, connu une telle force. Tout en mettant ce

Suite en page 3

HAPPENINGS!

Turning the clock back in Haiti is causing an upheaval of major proportions

Senator Joseph Lambert

Minister of Interior Gonzague Day

By Raymond Alcide Joseph

Haitian de facto President Jovenel Moïse is hell-bent on replacing the 1987 Haitian Constitution by his own, which would return the country to the era of the Duvalier dictatorship, which the current charter had banished. Such is

Continued on page 7

Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 2

D'AUTRES PROMOTEURS DU RÉFÉRENDUM MIS EN FUITE À JACMEL

Poursuivi, le ministre de la Justice a pris la clef des champs

Rockefeller Vincent a failli laisser sa peau à Jacmel...

Suite de la page 1

liser des policiers qui ont tiré en l'air et lancé des bombes lacrymogènes contre les protestataires. Ce qui a provoqué leur colère. Ne voulant pas s'exposer à la vindicte populaire, car la foule le menaçait, lui et ceux qui l'accompagnaient. Sur ces entrefaites, ils se dépêchaient de vider les lieux, tout ayant soin d'évite de prendre la voie de sortie régulière de Jacmel. Car les militants avaient immédiatement érigé des barricades de pneus enflammés et placé un camion en travers de la rue principale qui conduit à la sortie de la ville.

Rockefeller Vincent et sa suite n'allaient pas prendre de chance à confronter une foule visiblement en humeur de déchoucage. C'est pourquoi ils ont dû trouver une route alternative pour regagner Port-au-Prince.

Selon des gens de Jacmel, l'autre route que Vincent et ceux qui l'accompagnaient aurait pris passe par Seguin pour atteindre Furcy, puis Kenscoff, une voie à peine carrossable, dont l'utilisateur doit avoir un véhicule 4 par 4 en bon état. De toute évidence, le ministre de la Justice et ses hommes ne pouvaient prendre de chance à emprunter la route de l'Amitié, pour retourner à la capitale, car n'étant pas sûr si les militants qui les poursuivaient ou qui les attendaient, à la sortie de Jacmel, n'allaient pas tendre une embuscade sur la route régulière Jacmel-Port-au-Prince.

Par les temps qui courent, il ne serait pas impossible de voir la Route nationale numéro 2, entre Gressier et Martissant, changée en un véritable guêpier pour ceux qui s'y aventurent dans de mauvaises conditions.

Première leçon sur le référendum de Joseph Lambert

Il semble que Rockefeller Vincent soit le premier haut fonctionnaire du gouvernement Moïse-Joseph à se rendre en mission pour le référendum. Il est aussi le premier membre de l'Exécutif à connaître la rigueur de l'opposition à celui-ci version Lambert, qui avait déclaré publiquement qu'il n'y aura pas de référendum dans le Nord-Est, et qu'il veillera à ce que soient démolis tous les bureaux qui seraient installés dans son département.

Il semble que la foule, qui a investi le bureau du commissaire du gouvernement, regroupait des partisans du sénateur du Sud-Est, qui possède son propre gang armé. Si celui-ci n'a pas été déployé, à l'occasion du passage de Rockefeller Vincent à Jacmel, rien ne dit qu'il ne sera pas mobilisé dès que les circonstances l'exigent. En tout cas, les hommes de Jovenel Moïse savent de quel bois se chauffe Joseph Lambert. Tant pis pour eux s'ils pensent devoir refaire l'expérience de ce mardi 1er juin.

De toute évidence, Rockefeller Vincent a failli laisser sa peau à Jacmel. Si Jovenel Moïse et son équipe d'hommes et de femmes, engagés dans la promotion du référendum, doutaient encore de la détermination du peuple haïtien à empêcher la réalisation de cette forfaiture, la population de Jacmel vient de prouver que le pays tout entier sera mobilisé pour imposer le respect de la Constitution.

Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 3

ÉDITORIAL DU QUOTIDIEN MIAMI HERALD SUR LA CRISE HAÏTIENNE

Intervention musclée du Comité de Rédaction du quotidien floridien

Suite de la page 1

document à la portée de tous les Haïtiens, nous présentons nos compliments à l'équipe rédactionnelle du Miami Herald pour ses prises de position ponctuelles et bien pensées.
Bonne lecture à tous !

ARRÊTEZ DE POUSSER POUR DES ÉLECTIONS EN HAÏTI, PRÉSIDENT BIDEN. ELLES NE FERONT QU'AGGRAVER LA SITUATION (ÉDITORIAL, 29 MAI 2021, MIAMI HERALD)

Par le comité de Rédaction du *Miami Herald*

29 mai 2021 04:30 PM

Haïti est un désastre. Et l'administration Biden l'a finalement reconnu en octroyant le statut de protection temporaire à plus de 100 000 Haïtiens, aux États-Unis. Le président Biden a tenu une partie de sa promesse de campagne et a annulé la tentative de son prédécesseur de mettre fin au TPS, une aide humanitaire qui a fourni un refuge sûr à des dizaines de milliers d'Haïtiens et de citoyens d'Amérique Centrale vivant dans ce pays.

À cette fin, Biden, dont le Département de la Sécurité intérieure a émis une nouvelle désignation TPS de 18 mois au profit des Haïtiens séjournant aux États-Unis, à partir du 21 mai 2021, mérite d'être félicité. Cela signifie que lui et ses fonctionnaires ont finalement entendu ce que les militants de l'immigration, le Clergé, les membres de la communauté haïtienne aux États-Unis, et les Haïtiens, en Haïti, claironnent depuis des mois : Haïti est trop dangereux pour que ses ressortissants y retournent.

Mais l'œuvre de l'administration, dans cette nation torturée, n'est pas terminée. Si Haïti est si dangereux et si instable, au point que l'administration a jugé opportun de d'accorder à ses citoyens se trouvant aux États-Unis un sursis, grâce au TPS, alors Haïti est également trop dangereux et trop instable pour organiser des élections crédibles et sûres. Mais l'administration Biden a insisté pour qu'elles aient lieu. Elle devrait cesser son insistance.

Pas un remède universel

Le TPS n'est qu'une solution de fortune. Maintenant, le Congrès et Biden doivent prendre les mesures nécessaires pour apporter aux Haïtiens, non seulement une solution permanente avec possibilité d'accès à la citoyenneté, afin de rester aux États-Unis, mais aussi le choix de rentrer chez eux en toute confiance, sans éprouver de la peur, leur pays étant sûr.

Cela nous amène à la politique d'Haïti de l'administration Biden — ou, plutôt, à l'absence de politique claire visant à rétablir la démocratie dans ce pays.

Depuis des mois, l'administration suit l'objectif de son prédécesseur consistant en « *élections à tout prix* », en demandant au président haïtien Jovenel Moïse d'organiser des élections législatives et présidentielles cette année. Mais en insistant sur le fait que les élections sont la seule façon d'aller de l'avant, l'administration Biden n'a point tenu compte des dures réalités qui ont conduit à sa décision d'accorder une nouvelle désignation TPS. Les conditions sur le terrain, en Haïti, montrent clairement que Moïse ne peut pas organiser des élections libres, équitables et crédibles, à cause de graves problèmes de sécurité, de troubles sociaux, de violations des droits de l'homme, une pauvreté écrasante.

En d'autres termes, Moïse, l'autocrate en herbe d'Haïti, ne gouverne pas. Il n'a pas répondu aux besoins les plus fondamentaux des citoyens haïtiens. Au lieu de s'attaquer à la violence des gangs, qui a entraîné une vague alarmante d'enlèvements et de violations des droits de l'homme, Moïse a profité des seize derniers mois de règne d'un seul homme pour prendre plusieurs mesures anticonstitutionnelles. Celles-ci comprennent la création d'une agence nationale de renseignement problématique, l'introduction, selon les termes de la secrétaire d'État adjointe par intérim, Julie Chung, de «*définitions douteuses du terrorisme*», le galvaudage du rôle d'institutions clés, telles que la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif, ainsi que la révocation et le remplacement de trois juges de la Cour suprême.

Il a également poussé à la tenue d'un référendum controversé sur la constitution, prévu pour le 27 juin, que presque tous les constitutionnalistes et experts juridiques haïtiens ont qualifié d'illégal. Mais plutôt que de les écouter, les responsables du Département d'État américain les ont ignorés. Pourtant, certains personnages du Département d'État auraient dit en privé, à des membres du Congrès, qu'ils ne pensaient pas qu'il était approprié de poursuivre la tenue du référendum constitutionnel, mais ils ont refusé de l'avouer publiquement. Les messages contradictoires de l'administration sont inutiles et doivent cesser.

L'action est de mise, non la rhétorique

Lors d'une récente allocution devant les membres de la diaspora haïtienne, dans le cadre de la commémoration de la Journée du drapeau haïtien, le 18 mai, Mme. Chung a déclaré que les États-Unis « *dénonceront sans ambages l'autoritarisme, l'impunité, les violations des droits de l'homme et la corruption* ». En ce moment même, nous interpellons Chung et l'administration Biden à ce sujet.

Il est temps que Washington mette fin à la rhétorique sur Haïti et prenne des mesures concrètes le concernant. Le moment est venu d'arrêter d'assimiler la démocratie uniquement à la tenue d'élections; et il est plus que temps de promouvoir et d'exiger la bonne gouvernance. Cela signifie que l'administration doit arrêter de soutenir des dirigeants animés de tendances autocratiques, simplement parce qu'elle les considère comme étant «*démocratiquement élus* ». Ils sont tout aussi coupables que leurs homologues d'autres pays de l'hémisphère qui bafouent les droits de l'homme et encouragent des politiques qui les maintiennent au pouvoir.

Il est temps de soutenir le peuple haïtien, non seulement en maintenant les envois de fonds nécessaires à Haïti, comme le fera la désignation TPS, mais aussi en donnant aux Haïtiens aux États-Unis le choix réel de rentrer chez eux s'ils le souhaitent, et un réel espoir que les choses s'améliorent.

L'administration Biden doit se demander : À quoi veut-elle que soient les conditions en Haïti, suite à sa prorogation du TPS de dix-huit mois ? Souhaite-t-elle que le nombre d'Haïtiens se présentant à nos frontières augmente de façon exponentielle, parce que le pays est devenu encore plus invivable, à la suite du référendum constitutionnel controversé? Non seulement cela fera dérailler davantage la possibilité de tenir des élections libres, équitables et crédibles, mais cette perspective accélérera ce que l'Église catholique a assimilé à la « *descente aux enfers* » d'Haïti.

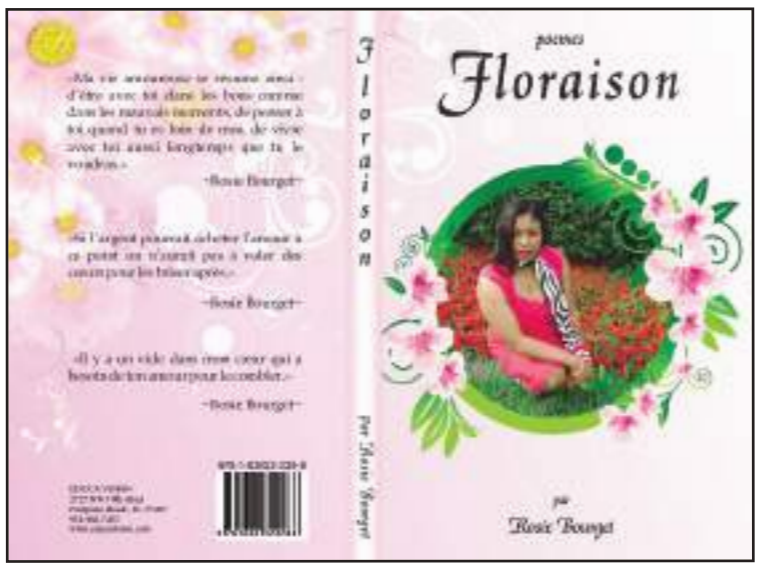
Les États-Unis sont aussi à blâmer

Alors que M. Biden s'efforce de persuader les membres du Congrès de soutenir une voie vers la citoyenneté, dans le cadre de sa législation sur l'immigration, il doit également demander à son Département d'État de s'intéresser de plus près à Haïti et de procéder à de véritables changements. Il doit le faire, car les États-Unis ont longtemps eu la une attitude autoritaire dans l'élaboration de sa politique haïtienne et ne sont exempts de blâme par rapport à ce ce qui s'y passe actuellement. C'est aussi la bonne chose à faire. Après tout, nous avons occupé le pays pendant 19 ans et, dans le processus en cours, nous avons imposé une nouvelle constitution au profit de nos propres désirs.

Il est temps que l'administration Biden écoute également les cris des familles haïtiennes, ici et sur l'île — qui sont de plus en plus souvent victimes d'enlèvements — et des jeunes militants de base du pays réclamant, à cor et à cri, un Haïti meilleur et libre.

M. Biden devrait reconnaître que la première étape vers un Haïti libre ne consiste pas à insister que soient tenues des « *élections à tout prix* », mais plutôt à faire la promotion de la bonne gouvernance. Et cela devrait commencer par l'opposition ouverte et sans réserve des États-Unis au référendum constitutionnel du 27 juin qui, malgré les bonnes intentions de certains membres de la communauté internationale, ne rapprochera pas Haïti de la démocratie. Au contraire, il enfoncera le pays plus profondément dans le chaos et l'autoritarisme.

https://www.miamiherald.com/opinion/editorials/article251751853.html



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca
Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 4

POÉSIE

CHAPEAU BAS

ET…
…Et …Et
Le Verbe s'est fait chair
S'inscrivit dans ses flancs
En neuf mois jour pour jour
Il se nourrit en elle
Puisa dans sa substance
La force la beauté
Divinité splendeur

Et
Le Verbe devenu d'elle
Chair bénie immortelle
Sang pur revivifiant
Surgit de ses entrailles
Pour créer en un jour
La légende des légendes

Eh oui
Ce Roi
Ce Pape
De tous autres le roi
Ou du monde le pape
Naquirent bien d'une Femme
Aussi femme que les autres
Femme-reine
Ou plébéienne

Je vous salue ô femme
Vous toutes
Vierge ou Madeleine

Je vous salue ô femme
Vous
Qui enfantez les rois
Ou qui portez les gueux

Je vous salue ô femmes
Femmes de Lettres et des Sons
Qui habillez les mots
Qui défiez les couleurs
Qui pétrissez, modulez
Pour chanter enchanter
Pour rire et pour pleurer
Donner forme au néant
Pour recréer l'espoir
Partout où gisent : la joie
L'amour et la beauté
La justice et l'honneur

Je vous salue ô femmes
Femmes filles et femmes-vierges
Qui n'avez pas connu
De l'amour les élans
De la chair les frissons

Je vous salue ô femmes
Toutes couleurs toutes races
Toutes époques en tout temps

Je vous salue
Et vous salue
Ô mère ô fille ô sœur
Toute belle toute laide
Toute riche ou si pauvre
Jeune vieille handicapée
Je vous salue

CHAPEAU!!!

Carmelle St.Gérard-Lopez
In : CUVÉE SPÉCIALE
Recueil inédit

NB : Ce poème fut mis en espace, et fit l'objet de représentation à New York, sur demande de la EMG Communications, à l'occasion de la journée mondiale de la femme. Il servit de thème, de même, pour la célébration de la Fête des Mères.

Pour honorer les mères, leurs filles, en un mot toutes les femmes, sans toutefois écarter : leurs fils, père, leur époux, et pourquoi pas, tous les hommes. Nous ne formons, TOUS, qu'UN TOUT unifié, dans l'Univers qui nous abrite.

CSTGL.
25-05-01

Haïti renaîtra !

AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD …

Par Jean Willer Marius *

Vingt-sept ans plus tard, le colon français revient en territoire conquis. Cette terre sacrée d'Afrique au sous-sol ultrariche dont l'uranium du Niger allume deux ampoules sur trois dans l'hexagone alors que Niamey, cette petite capitale d'environ deux millions d'habitants, souvent plongée dans le noir, doit à compter à 80% sur le Nigéria voisin pour sa consommation électrique. Il revient donc pour cracher à la face des rwandais que le génocide du 6 avril 1994, qui a emporté pas moins d'un million de vies, aurait pu être évité si les nombreux appels de détresse provenant de toutes les couches organisées du Rwanda étaient pris en considération.

En effet, une minorité, là-bas, s'était enrichie de la souffrance des masses et comme à chaque fois en de pareilles circonstances, le sang a coulé, sous le prétexte de luttes ethniques. Les UN *soldiers* ne voulant probablement pas reproduire Mogadiscio, n'étaient pas intervenus. Ils n'avaient pas de mandat disaient-ils. La question lucide est : Avait-il été mandaté pour renverser Allende, valider Pinochet ? *Lluve sobre Santiago…*

Dans le plus récent partage du monde, si les européens se gavent de l'Afrique, Monroe a été sans équivoque : L'Amérique aux américains, ce qui fait qu'Haïti vit et respire si les USA le permettent. Ces faiseurs de rois qui nomment et révoquent au nom de la démocratie, qui asphyxient les états sous tutelle ou frappent d'un embargo perpétuel une ile voisine qui a osé chercher son bonheur ailleurs, dans le vivre ensemble.

Au cours de la dernière décennie, les clean ton avaient cru bon de nommer le pire d'entre nous à la tête d'un pays fier, qui a marqué l'histoire du monde. Cette décennie de tous les malheurs a vu s'effondrer un pays qui se cherchait, qui venait de passer cinq ans d'une relative stabilité et s'apprêtait à faire l'expérience de la continuité. Jamais autant d'argent n'a été déboursé pour venir en aide à Haïti. Dix milliards de dollars sur dix ans mais le pays s'englue dans la misère, aucune trace visible de cet acte de bienfaisance alors que les voleurs de son bonheur se la coulent douce. Ils ont leurs entrées et sorties à JFK, sans inquiétude aucune, preuve que l'effondrement d'Haïti se passe sous l'œil avisé de Big Brother, abritant les petro-voleurs.

Aujourd'hui, le monde entier, d'une seule voix, pousse un cri en faveur de la libération d'Haïti, désormais dirigé par un fou complètement étranger à la réalité des citoyens. Les USA continuent de le maintenir au pouvoir malgré l'évidence des faits, malgré le pullulement des gangs fédérés par le gouvernement et le kidnapping d'état en plus corona utilisé désormais à des fins politiques. La situation est pourrie à un point tel que les gens affutent leurs machettes et les exhibent sans crainte des représailles promises par un petit ministre de l'intérieur, inculte et fils de tortionnaire. On sent venir de loin le : nous avons juré de vivre libre ou de mourir qui avait galvanisé les esclaves de Saint-Domingue et les pousser à la révolte, en ce temps-là.

Le 27 juin prochain, les voleurs au pouvoir prévoient contre vents et marées, compléter leur agenda haïticide en organisant un referendum d'une constitution qui l'interdit clairement en son article 284.3. Le peuple n'en démord pas, il n'y aura pas de referendum. Le tweet de Tabarre est en attente de publication : *Il y a eu certaines irrégularités dans le processus mais les USA prennent acte du fait que le peuple haïtien a dit OUI au referendum et se dirige vers des élections libres, honnêtes et démocratiques À LA FIN DE L'ANNEE.*

Le POTUS, qui ne pourra pas se cacher, comme son homologue Hélène, derrière une ignorance feinte de la volonté du peuple haïtien de se débarrasser de Jovenel, devra, sans tarder, passer des instructions pour la déportation de son fou furieux favori dans le courant du mois de juin, avant même que n'arrive cette date fixée pour…
30 mai 2021
* Aspirant ministre du bonheur des Haïtiens.

NÉCROLOGIE

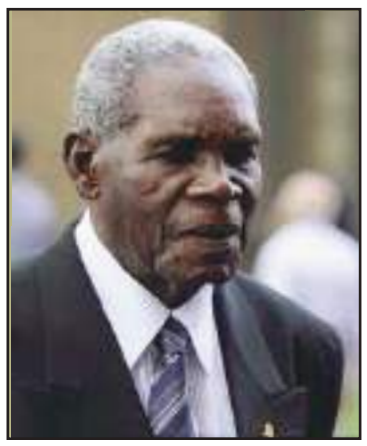
Le colonel Jacques Joachim, ancien président de la Fédération haïtienne de volleyball, est décédé

Le colonel ingénieur Jacques Joachim est décédé, à Port-au-Prince.

Longtemps membre du Cops du génie de l'Armée, est mort à 90 ans. Il restera le père du volleyball haïtien ayant œuvré à l'implantation de ce sport en Haïti. Le volleyball était assez connu, dans les années 30, au point que l'histoire rapporte de nombreux échanges entre Haïti et la République dominicaine sous la présidence de Sténio Vincent. M. Joachim allait travailler à sa renaissance. C'était en 1965, il revenait de ses études d'ingénierie en Allemagne, et le jeune technicien d'alors, originaire d'une ville frontalière très impliquée dans ce sport, se lança dans une extraordinaire initiative dans le volleyball, dont la pratique se limitait aux Forces armées, mais peu développé au pays.

Il avait choisi pour cible, d'abord les différentes organisations militaires d'où émergèrent de solides équipes de ce sport. Ensuit il visait les institutions scolaires, qui avaient l'avantage de posséder d'espaces disponibles, aussi bien les écoles congréganistes, elles aussi très impliquées dans ce sport.

La version féminine du volleyball se développa à l'École des sœurs du Sacré-Coeur, de Lalue, de Marie Anne, des frères de Saint-Louis, de Bourdon de CIM, Les collèges, bien implantés à la capitale et aussi d'autres institutions scolaires, religieuses ou laïques. Et bien vite, dans les années qui ont suivi, jusqu'à aujourd'hui, en 1965 ce sport devenait la passion de la cité de la jeu-



Le colonel retraité Jacques Joachim

nesse scolaire, une jeunasse qui remplissait, soit le gymnasium à chaque match, soit le college Saint Pierre, au point que chaque week-end, la fine jeunesse de Port-au-Prince se retrouva autour des terrains, notamment le Collège Saint-Pierre, qui devint le rendez-vous des jeunes pour le volley, mais aussi pour s'amuser, se distraire et partager leurs moments de détente.

Le monde de la jeunesse se donnait des rendez-vous galants joyeux sur fond de matchs passionnants avec les grands ténors du volleyball scolaire qui en fit le sport national, damant même le pion au football comme sport préféré chez les jeunes, surtout que cette activité sportive était mixte et très prisée dans la gente féminine. Les confrontations Lalue-Sacré-Coeur, Lycée, Canado, Saint Louis vs Séminaire étaient de grands moments de la vie scolaire dans le pays.

Jacques Joachim était parvenu à développer une stature mondiale en devenant membre du Conseil de la

Fédération monde de volleyball et beaucoup d'autres titres qui reflètent bien sa contribution au développement de cette discipline en Haïti.

Il y'a peu, la FHVB lui a rendu de nombreux hommages en organisant une soirée de reconnaissance en l'honneur de cette grande personnalité du sport et de la communauté. L'homme de Ouanaminthe, qui a bien vécu sa vie, peut partir calme et heureux d'avoir bien servi la communauté.

Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 5

LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 FRAPPE HAÏTI DE PLEIN FOUET

Jovenel Moïse et son équipe pris au dépourvu

Les infections et les décès s'accélèrent à un rythme inquiétant

Suite de la page 1

Autant dire, il n'y a plus rien à gérer. Ni personnel, ni installations médicales et sanitaires, ni équipements, etc., encore moins les institutions de prise en charge des personnes infectées. Suite à l'affluence de patients ayant besoin de soins immédiats et la désaffectation des hôpitaux préposés à cette fin, les institutions présentement disponibles pour accueillir la vague de personnes infectées sont débordées, au point que nombre d'entre elles se trouvent dans l'obligation de refuser de nouveaux patients, faute de lits inoccupés.

Voilà la situation entraînée par la persistance de Jovenel Moïse à détourner les faibles ressources du pays vers son double programme de référendum illégal et inconstitutionnel et d'élections faites sur mesure.

En effet, les appréhensions et les inquiétudes, qui avaient été avancées, lors de l'arrivée originale de la pandémie, au début de l'année 2020, en raison de l'insalubrité ambiante et du manque d'infrastructures médicales et sanitaires, semblent sur le point de se concrétiser. Ajouté à tout cela, un gouvernement kleptomane, escamotant les fonds du pays pour les investir dans des projets personnels ou extrabudgétaires, expose les couches vulnérables du pays aux affres du coronavirus.

À noter que les locaux fraîchement construits, rééquipés ou reconditionnés, afin de prodiguer des soins aux patients infectés à la COVID-19 ne sont pas nécessairement remis en service, dans le cadre d'une lutte qui devrait être encore plus acharnée, en raison de la sévérité des nouveaux variants de la pandémie débarquée dans le pays sous deux souche différentes, l'anglaise et la brésilienne. D'aucuns pensent que la souche indienne ne devrait pas tarder à débarquer

Chesnel Pierre

en Haïti, à son tour.

Des institutions hospitalières saturées

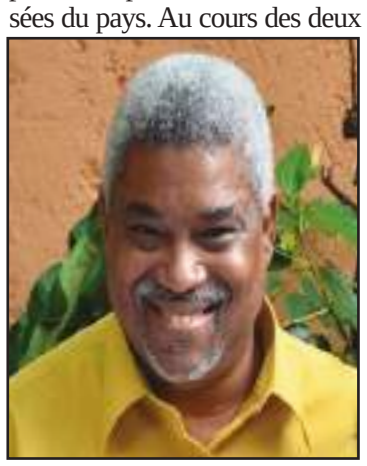
La progression de la pandémie, en Haïti, se fait à un rythme menaçant, mettant plusieurs hôpitaux hors d'état de dispenser des soins aux patients infectés du coronavirus. C'est le cas de l'hôpital Saint-Luc, qui a émis un avis en ce sens, à l'intention de la communauté.

Dans le communiqué, l'administration de ce centre hospitalier desservant l'Ouest (Port-au-Prince et environs) dit que «*(...) l'unité de traitement des infections respiratoires aigües recevant les cas de COVID-19 depuis mars 2020 est présentement saturé* ». De ce fait, l'administration de cette institution avise les patients de se diriger vers d'autres centres de « *de prise en charge* », en cas de «*malaises respiratoires* ».

On apprend que l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HUEH), qui est toujours traité en parent pauvre, par les autorités, n'est pas mieux traité, suite à la résurgence de la pandémie. On affirme, par ailleurs, qu'un autre centre hospitalier situé à Delmas 2 n'avait pu fonctionner suite à une panne qui rendait impossible l'administration d'oxygène aux patients. Des rumeurs faisaient état de la mort de tous les patients qui s'y trouvaient en traitement pour le coronavirus.

Des décès et des personnes infectées dans l'administration publique

Incontestablement, la COVID-19 fait son entrée dans l'administration publique, occasionnant des décès dans les milieux proches du pouvoir, et infectant des personnes parmi les couches aisées du pays. Au cours des deux



Patrick Pompilus

dernières semaines, plusieurs victimes de cette catégorie ont été recensées.

En effet, Chesnel Pierre, directeur général de l'Office national des assurances (ONA), qui dominait l'actualité politique depuis plusieurs années, en raison de sa libéralité dans l'octroi d'emprunts aux personnes proches de la présidence, est décédé subitement, il y a deux semaines, des suites de la pandémie. Au cours de la même période, on a signalé le décès, dans les mêmes conditions, de l'ex-député Tertius Tanis, membre du bloc parlemen-

L'ex-député Jean Robert Bossé

taire proche de la présidence à la 50e Législature. Aussi bien que de l'ex-sénateur Jean Max Roumer, lui aussi, victime de la COVID-19, qui représentait le département de la Grand'Anse.

Par ailleurs, le monde médical est en deuil, suite à la mort de la docteure Jeanne Marie Yolène Vaval Suréna. On a rapporté également le décès du disc-jockey Jacques Antoine, alias Gwo Lobo. Aussi bien que celui du directeur du Centre d'études secondaires, Patrick Pompilus, une autre victime de la pandémie.

Signalons aussi que deux directeurs généraux ont été testés positifs à la COVID-19. Il s'agit de Fils-Aimé Ignace Saint-Fleur, directeur général du Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD); aussi bien que le directeur général du Fonds d'assistance économique et sociale.

Parmi les autres personnes rapportées testées positives également se signalent Mgr Sylvain Ducange, évêque auxiliaire de l'archidiocèse de Port-au-Prince. Interné, dans un premier temps, à l'hôpital Saint François de Sales, il a été, par la suite, transféré à l'Hôpital universitaire de Mirebalais. En même temps, l'ex-député d'Aquin, Jean Robert Bossé, avait déclaré qu'il était aussi testé positif à la COVID-19.

En outre, une source, qui passe pour être autorisée, a laissé entendre que des démarches avaient été effectuées, en vue de faire transporter Éric Behrman, à Miami, pour y recevoir des soins contre le coronavirus. Cette même source a révélé que Claude Taluy serait aussi infecté à la COVID-19.

À la lumière de la nouvelle donne créée par la résurgence de la COVID, il est fort possible que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) revienne sur le cas d'Haïti. Si lors de la première vague de contaminations, à travers le monde, elle avait trouvé Haïti en position favorable, par rapport à la pandémie, à cause du nombre restreint de décès et de contaminations, cela risque de changer.

Il faut se rappeler aussi que les départements de l'Ouest et du Nord sont présentement signalés comme ayant le plus grand nombre de personnes infectées. À signaler que selon les données fournies par le ministère de la Santé et de la population, durant les premiers 25 jours du mois de mai, les nouveaux cas d'infectés étaient de à 1 283 et 47 mortalités.

Pour l'instant, il semble que toutes les ressources du pays soient investies dans l'organisation du référendum et des élections de Jovenel Moïse. Dans de telles conditions, que Dieu aide le peuple haïtien !

DANS LE CADRE DE SON PROJET DE RÉFÉRENDUM

Jovenel Moïse cherche à contrôler les banques privées

Suite de la page 1

créatif.

Dans les milieux proches de la présidence, on apprend que les dirigeants cherchent un moyen sûr d'accéder aux dollars, qui passent à travers les banques privées, mais qui se sont raréfiés, au cours de ces derniers mois, en raison de l'impact de la pandémie sur les activités économiques. Aussi les décideurs du pays pilotent-ils les discussions en équipe sur les meilleurs moyens « *de nous pouvoir en devises* ». Selon ce qui se répète, dans l'intimité du Palais national, le consensus serait trouvé autour du contrôle des banques privées par l'État, grâce à un procédé qui fait l'objet de discussions animées.

En effet, explique-t-on, bien que le problème se fasse pressant, la solution tarde encore à s'offrir. Car les dirigeants hésiteraient à parler de « *nationalisation des banques privées* ». Bien que Jovenel Moïse et son équipe fassent table rase des normes et des protocoles établis, ils n'auraient pas encore trouvé la «*formule heureuse* » pour «*oncer* ». C'est-à-dire pour surmonter le «*tollé* » que la mise en place d'une telle politique pourrait susciter dans ce milieu bancaire. Voilà déjà plus de deux mois que le projet a été évoqué, mais l'hésitation s'est mise de la partie, empêchant à l'équipe au pouvoir de prendre une quelconque décision. Bien que la situation de rareté du dollar devienne de plus en plus stressante, ils persistent à changer des idées, souhaitant que la conjoncture socio-économique s'améliore, ou bien qu'un événement fortuit crée la condition d'une décision favorable au lancement de cette politique.

Il est toute de même curieux que, depuis tout ce temps, le projet n'ait fuité. Les rares personnes qui en sont au courant pensent qu'il restera au niveau de discussion, car quoique « *téméraire* », Jovenel Moïse n'a aucune intention de «*commettre le suicide politique*».

En tout cas, on ne saurait deviner ce dont il serait capable quand l'étau se resserre sur lui.

Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Pinga nou di nou pa t konnen, Ayiti sou wout chavire toutbon !

Jovnèl Moyiz ak ti ekip atoufè ki bò kote l la di wè pa wè referandòm tèt drèt pou 27 jen. Tandiske adwat agòch, anwo anba, anndan lakay, tankou pami lòt yo nan dyaspora a, se youn sèl pawòl nou tande: Se swa jamè! Mezanmi, mwen pa divinò, men jan m wè bagay yo ap vire la a, se pawòl franse a sèlman k ap sonnen nan zòrèy mwen : « *Il y aura mort d'homme !* » Wi, pral gen lanmò nan koze a.

Asireman, nou tout konnen pawòl referandòm nan, men m ap fè youn ti repas sou li pou tout mounn byen konprann pou ki rezon Jovnèl Moyiz di fòk li fè refèrandòm ni an kanmenm, paske se sèl li menm ki pral sove peyi sa a. Menm si gen mounn ki ta vle kwè se vre, yo souke tèt yo, yo di yo pa ka kwè pawòl youn mèt mantè ki fò sèlman nan fè pwomès, tankou « *elekrisitite 24 sou 24 nan 24 mwa* ». Se depi mwa jiyè 2017 pwomès sa a te fèt. Nad marinad ! Bliye pawòl « *manje nan tout asyèt* » la, sitou avèk « *solèy la, dlo a, tè a* », tout bagay nou gen pou grenmesi !

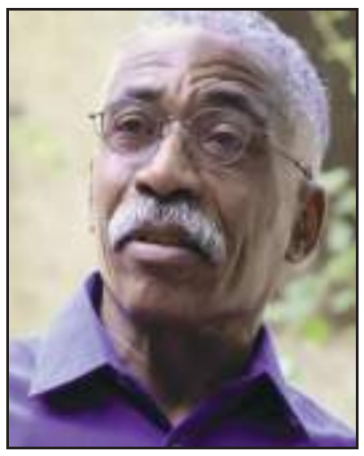
Depi Nèg Bannann sa a pran mayèt la, se grangou l ap sinmanyen, jiskaske kounnye a 4 milyon pami 12 milyon nou gen nan peyi a, ap mouri anba grangou. Donk, nou pa ka kwè se referandòm Moyiz la, ki pral bay peyi a youn nouvo konstitisyion, ki pral chanje kwakseswa. Li sèlman ap chache mwayen pou l gen plis pouvwa, pou l vòlò pi byen, touye mounn jan l vle, epi pèsonn pa ka di anyen, paske yo pa ka rele l lajistis. Konstitisyon l nan ba l dwa fè sa l vle. Konstitisyon l nan kouvri l ak « *enpinite* », paske l konnen si se pa sa, soti li soti nan Palè a se tou dwat nan prizon. Ansyen prezidan Jocelerme Privert di l byen klè : « *Il sera passible de la Haute Cour de Justice* ». Wi, li pral ateri devan pi gwo tribinal ki genyen pou tout zak li konmèt yo. Pi devan nou pral ba w plis sou Jocelerme Privert.

Wi, referandòm nan pral penmèt li vini ak bonjan konstitisyion pou ranplase moso papye nou gen la a « *ki lakòz tout pwoblèm Ayiti*». Anhan ! Se konstitisyon an ki lakòz tout vòl ki fèt nan lajan Leta yo, sitou 4 milya 200 milyon dola lajjan PetwoKaribe a, pa vre ? Lajan ki te ka chanje vizaj peyi a si yo te itilize l jansadwa. Limenm, ansyen patwon l « *Bandi legal* » la, ak tout lòt zanmi l yo depatcha tout. Nèspa vrè se konstitisyon an ki responsab tout masak ki fèt nan peyi a, sitou nan zòn pi pòv yo, tankou Lasalin, Site Solèy, Bèlè, elatriye ? Epi tou, se konstitisyon an ki responsab tout gang sa yo ki blayi nan tout rakwen peyi a. Baze sou dwa yo genyen nan vye konstitisyon sa a, yo menm anrejistre Gang G-9 anfanmi ak alye yo nan ministè Afè sosyal, epi chèf yo Babekyou (Jimmy Chérizier) gen dwa ap fè parad, gwo manifestasyon, ak pwoteksyon Lapolis, pou kenbe prezidan an byen djanm opouvwa, menm lè gen manda arestasyon dèyè l.

Gade tout bagay nou pa t konnen. Men se Jovnèl Moyiz, ak pwòp bouch li ki di : « *Se konstitisyon an ki responsab tout pwoblèm yo* ». Pou nou-menm, vòlò lajan peyi a, ansasinay, menm nan vwazinay bò lakay li, gang k ap opere san pwoblèm, ak bon kontak Opalè, nou te konprann se yo ki gwo pwoblèm nan peyi a. Men prezidan de fakto a di : « *Non! Se konstitisyon an* ». Vole ponpe, fò l chanje l. Epi jou ap mache sou nou pou sa fèt, Se 25 jou ase ki rete pou 27 jen an rive.

Antretan, mounn ap pran pozisyon byen klè sou kesyon referandòm nan. Yo pa pale an kachèt, se nan radyo yo bay entèvyou epi nan gwo jounal. Pa egzanp, prezidan ti moso Sena ki rete a, Joseph Lambert, di yo p ap ka vin mete okenn biwo referandòm nan depatman Sidès, zòn Jakmèl, kote l soti a. Si yo eseye, tout ap kraze. Nan youn atik ki parèt nan jounal *Le Nouvelliste*, nan dat 27 me a, senatè Lambert di : « *Lè youn gouvènman ilegal ap fè bagay ki konplètman ilegal, fòk nou antre an rebelyon e batay kont li. Alò, fòk Jovnèl fè arete senatè a !* »

Mezanmi, lwa rebèl monte nan tèt senatè a vre lè li kontinye ap lage pawòl flanm atè, N ap kite l pale. « *M ap di pèp la li lè pou l revòlte. Fòk pèp la montre yo temèrè. Jolvnèl Moyiz konprann li temèrè. Fòk nou montre l li pa pi*



Senatè Patris Dimon

temèrè pase n. Mwen pral montre l kijan m temèrè nan zòn kote se mwen ki an kontwòl », kivedi nan Depatman Sidès la.

Nan menm atik *Le Nouvelliste* la, se youn lòt senatè ki pa an fonksyon ki mande anraje. Se ansyen senatè nan Nò a, chèf pati politik Pitit Desalin nan, Moïse Jean-Charles, k al pi lwen. Li di : « *Fòk nou boule tout ekipman referandòm nan, pa etablisman lise yo ak kolèj yo, ki itil popilasyon an* ». Li tou pwofite pase pran Nasyon Zini « *k ap fè youn jwèt koken nan kesyon referandòm nan. Atravè UNOPS, [ki se youn branch Nasyon Zini], yo plase kòmann pou ekipman referandòm ak 20 milyon dola Leta ayisyen te bay, tandiske y ap kritike referandòm anmenm tan* ».

Youn lòt senatè an fonksyon ki pale byen klè se Patrice Dumont, ki reprezante Depatman Lwès, ki gen Pòtoprens kòm kapital e kapital peyi a tou. Li di konstitisyon a pa « *otorize* » Jovnèl Moyiz chanje anyen nan kostitisyon an, ale wè pou l mete l dekote, jan l vle fè l la. Li di afè referandòm sa a se « *le néant* », youn bagay ki pa vo anyen. Si nou rive sou dat 27 jen an e ke gouvènman ilegl la kontinye ak tenten l lan, fòk se younn ou lòt : « *Youn mobilizasyon jeneral* » osnon « *Youn jounen blanch* », tout mounn chita lakay yo.

Pati politik, regwoupman pwofesyonèl, adwat agòch, legliz katolik, legliz pwotestan, se tout k ap mande pou bòykote referandòm nan. Mounn yo mobilize toupatou, y ap veye anwo, anba, sou lèkote, pou veye move kou referandòm. Youn bèl egzanp se sa k pase Domon, nan komin Boukan Kare, nan zòn Mibalè. Mèkredi pase, 26 me a, ekip referandòm nan t ap òganize youn miting an sekrè nan youn lotèl nan bouk la. Militan debake, yo gate sa. Menm jan bagay yo ap pase prèske toupatou, depi premye siyal la te bay nan Jan-Rabèl ak Pòdpe, nan dat 5 ak 6 avril, lè pèp la te fè yo kouri san gad dèyè. Sa k pi bèl la, se imilyasyon mounn referandòm yo sot pran, samdi pase, nan Grandans, nan dènye pwent Sidwès peyi a. Pèp la mare youn ekip ki te vin pou fè pwopagann pou referandòm tankou krab al renmèt yo nan komisarya Lapolis. Bèl egzanp pou nou suiv toupatou.

Jan sitiyasyon an ye la a, se tout mounn ki konsène. Se konsa ansyen prezidan Jocelerme Privert, ki te anchaj peyi a lè eleksyon ki te ban nou Nèg Bannann nan kòm prezidan, oblije pale. Li di depi l te kite pouvwa a, li te fèmen bouch li sou sa k ap pase nan peyi a, paske fòk nou kite dirijan yo travay jansadwa. Men bagay yo rive nan youn nivo li pa ka ret bouch be toujou. Jounal *Le Nouvelliste* pibliye nan vandedi, 28 me a, sa nou ta ka rele « *Epit selon Jocelerme Privert* ».

Ansyen prezidan an eksplike ke Konsitisyon 1987 la te pote anpil bon bagay pou peyi a, ki te sot pase prèske 30 lane anba youn diktati ki te wete tout dwa nou te genyen antan ke mounn. Enben, nouvo konstitisyon prezidan Moyiz la pral penèmèt youn lòt diktati ki ta ka menm vin menm jan ak pa Divalye a, menm vin penmèt youn lòt prezidan avi. Nan youn atik, nou pa ka vrèman touche tout pwen sitwayen Privert touche yo. Men li di referandòm 27 jen an se « *youn maskarad* ». Prezidan Moyiz ak Joseph Jouthe epi mounn Konsèy elektoral ilegal la, « Konsèy konsiltatif », illegal la tou, ki monte maskarad sa a ap responsab devan « *la Haute Cour de Justice* » pou lafason yo soti pou mete de kote konstitisyon prezidan te prete sèman pou l respekte e fè tout mounn respekte l la. Yo se youn bann trèt ki fèt pou anba kòd !

Mezanmi, se pa nenpòt mounn ki di sa, li siyen, bay tout tit li, kive di li pale « *en connaissance de cause* », jan yo di an franse. Se konsa, li bay tout atik konstitisyon an pou pwouve tou sa l di yo, epi li siyen, e m ap bay li an franse jan l parèt la : « *Jocelerme Privert, 57e Président de la République, Ancien Sénateur de la République, Ancien ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, Ancien Secrétaire d'Etat aux finances, Ancien Directeur général de la Direction générale des impôts (DGI)* ».

Jan nou wè l la, se pa nenpòt mounn layk dis layk dat, ki di Jovnèl Moyiz ak tout ekip li a sou youn move pant avèk « *maskarad* » 27 jen an.

Alò, n ap tann pou minis Enteryè a, Gonzague Day, ak minis Lajistis la, Rockfeller Vincent, antre ann aksyon kont tout mounn sa yo ki pale byen klè kont referandòm tèt chat yo a. Paske, minis Day di tout « *mesures* » ap pran kont tout mounn k ap aji kont referandòm nan. Epi minis Vin-

Senatè Jozèf Lambè

cent al pi lwen. Nan dat 28 me, li met youn kominike deyò pou l *anonse* desizyon li pran pou « *referandòm 27 jen an [ki] se youn dat enpòtan pou demokrasi ann Ayiti pou pèp la di Wi ou Non pou chanje konstitisyon ki ls a. Se dwa nou pou nou fè sa san presyon, avèk lonnètete, an tout sekirite* ». Li te bay li an franse, se nou k mete l an kreyòl.

Men n ap bay an franse, jan l montre grif li, sou lafason li pral aji ak mounn k ap bay pwoblèm sou kesyon referandòm nan. Men li : « *La police nationale d'Haïti (PNH) et les commissaires du gouvernement sont formellement instruits afin de sécuriser le processus et de sévir avec la dernière rigueur contre tout contrevenant et fauteurs de troubles, quel que soit son appartenance politique et son statut social* ».

Jan nou wè l la, Jovnèl Moyiz pase mesye l yo lòd pou yo kraze brize pou referandòm nan ka fèt. Men èske pral gen ase polisye avèk gang pou fè sa konmisè gouvènman, ki fou ase, ta mande yo fè a : Krabinen pèp la pou Jovnèl ? Antouka, jan nou te di depi nan kòmansman, « *il y aura mort d'homme!* ». Men pa gen mounn ki konnen kilès ki ka tonbe an premye. M ale !

Ti Renm/
Grenn Pwonmennen
2 jen 2021

Youn ti diplis : Pou mounn ki li angle, m ap mande yo chache jwenn Editoryal *Miami Herald*, ki parèt samdi, 29 me a, ki mete prezidan Joseph Biden devan reyalite Ayiti a. Men tit la : « *Stop pushing for elections in Haiti, President Biden, They will only make things worse* ».

Selon editoryal la, kivedi se pozisyon tout ekip ki anchaj jounal la, li lè, li tan, pou administrasyon prezidan Biden nan pran sitiyasyon Ayiti a oserye, epi sispann pawòl de eleksyon lane sa a. Antouka, pa avèk Moyiz opouvwa. Pawòl twò fò, machwè gonfle !

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

his goal with the June 27 unconstitutional and illegal referendum to approve his tailor-made charter. However, he's facing strong resistance, indicating a deadly collision course in the making. Will the international supporters of the budding Haitian dictator fold their arms and contemplate that catastrophe under the watch of the United Nations and the CORE Group of Western diplomats in Port-au-Prince?

As reported, Moïse's constitution would concentrate all power in the hands of the president who, on leaving office, will enjoy impunity from any wrongdoing committed. This will extend also to his immediate entourage.

All institutions in the 1987 Constitution intended to serve as checks and balance on an all-powerful executive disappear in the new charter. Gone is the Prime Minister, who is replaced by a vice-president beholden to the president. As under François "Papa Doc" Duvalier, the Senate is abolished and a unicameral House with so-called legislators will give some semblance of democracy, as they approve the edicts of the Chief.

Unlike the current charter that bars consecutive re-election after a five-year term, the Moïse constitution provides for immediate re-election for five more years, even for life. After all, there is no impediment on amending the charter, as his appetite for power grows. That was how Papa Doc, elected in 1957, gave himself a second mandate in 1961, even before his term ended. Then in 1964, he again changed his constitution to give himself a lifetime mandate. On his deathbed in 1971, he named his 19-year-old son Jean-Claude, "Baby Doc," President-for-life. He failed the part of dying in bed, his rule having been cut short by the February1986 revolt. Evidently, Jovenel Moïse wants to revert to the Duvalier era which, for him, had been put on pause.

But the movement against his referendum is widespread, starting with the first incidents in Jean-Rabel and Port-de-Paix, Moïse's hometown, on April 5 and 6, when referendum emissaries were run out of town. Since then, those emissaries have met the same fate in various departments, such as in the South, the Grand'Anse (southwest) in the Nippes, the Central Highlands, the Northeast, and the Southeast.

The senator representing the Southeast, Joseph Lambert, who is also president of the one-third of the remaining Senate, has come out forcefully against the referendum. ***"When an illegal government comes up with a fundamentally illegal act, we must rebel and fight against it. And I want to see Jovenel order the arrest of the senator."***

Former Senator Antonio Charamy

Quoted by the daily *Le Nouvelliste*, in its May 27th edition, Senator Lambert goes all out. He repeated, ***"I call on the people to rebel. The Haitian people should show themselves as reckless as Jovenel Moïse who thinks no one can equal him in recklessness. I will show him that I'll be as reckless as he in the area under my control."*** Previously the senator had said publicly that all referendum offices will be destroyed, if any attempt is made to set them up in the Southeast.

Former Senator Moïse Jean-Charles, of the political party *"Pitit Desalin"* (Desslines' Children), went further by asking that referendum material be ***"burned, but not the schools needed for the community."*** He also denounced the hypocrisy of the United Nations which, ***"through UNOPS, [a UN unit], has used $20 million of the Haitian government to acquire referendum equipment, while criticizing the referendum on the other hand."***

Former Congressman and Prosecutor Danton Léger

Senator Patrice Dumont, representing the Western Department, including, Port-au-Prince, said ***"the constitution does not authorize Jovenel Moïse to conduct the referendum which is an act of nothingness."*** Thus, he asked for a ***"general mobilization"*** against the referendum, and were they to continue with it until June 27, he said ***"it should be a blank day,"*** meaning all should sit it out the non-event at home.

More surprising is to see former President Jocelerme Privert decide to break his silence, declaring the referendum a "farce." One can feel his pain in the following: ***"It's a grave situation. Facing this political catastrophe which is like the bell tolling for the state of law and democracy in my country, I cannot and will not keep silent anymore."***

He castigates President Moïse in no uncertain terms. ***"It is unfit,"*** he says ***"for a president who was elected under the aegis of the constitution that he swore to respect and have others respect, to decide to violate and change it."*** He continued: ***"So doing, President Moïse has taken a path away from legality and constitutional legitimacy. . . . He is guilty of high treason and should be tried by the High Court of Justice."***

Mr. Privert asserts that what Moïse ia attempting is ***"a dangerous precedent for the political stability of the country, even for the region. Each elected president will believe he's invested with power and is capable, at the end of his mandate, to adopt a new constitution to reinforce his own power or that of the political group to which he belongs, even go for a life presidency."***

Thus, he calls on the authorities to stop and back off.

Other than being the 57th president of Haiti, Jocelerme Privert is a former senator, minister of the Interior (Homeland Security), secretary of Finance and director of the DGI, equivalent to the IRS.

The authorities respond with threats

Minister of Interior and of Haitians living abroad, Gonzague Day, says "all measures have been taken" to deal with those who cause trouble regarding the referendum. In fact, it's said that as "Spokesman for the Referendum," he's ready to go to war to get it done. Considering how he failed in his attempt, on May 22, to sell Haitians in the Diaspora on the referendum, one wonders how successful he will be in Haiti. On that date, he had planned to meet with about 100 at the Hilton Hotel, near JFK airport to preach the "Gospel of Referendum. Only about 20 were there. But outside there was a crowd yelling, "Down with the referendum" and other hostile slogans. The following day, he got the same welcome at Silver Spring where he and his team were invited to a late Flag Day celebration.

Former interime President Jocelerme Privert

Gonzague Day, son of the late Edner Day, the Tonton-Macoute mayor of Port-au-Prince, has been taunted for not being able to set up a referendum office in Bel Air in Port-au-Prince, a neighborhood of the capital, less than a mile from the presidential palace, that has become a killing field for the gangs under the leadership of Jimmy Chérizier, aka Barbecue, closely tied to the regime. Gonzague's late father had a sprawling residence in Bel Air, where the young Day grew up.

Apparently, Rockefeller Vincent, Minister of Justice and Public Security may be more up to the challenge of the anti-referendum population. He issued a communique on May 28 from which we quote: "The National Police of Haiti (PNH) and government prosecutors have been formally instructed to provide security for the process and deal forcefully against the opponents and troublemakers, whatever their political connections or their social stranding."

One wonders whether there'll be enough prison cells for the troublemakers, or whether they'll be done away with in a style reminiscent of the Duvalier era, when even cemeteries ran out of space. Such is the atmosphere in Haiti as we approach June 27!

RAJ
2 June 2021
at *raljo31@yahoo.com*

Continued on page 12

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 8

NOUVELLES BRÈVES

Rockefeller Vincent, ministre de la Justice et porte-parole du référendum, en difficulté à Jacmel

Le partisan le plus farouche du référendum bidon de Jovenel Moïse a failli laisser sa peau à la capitale du Sud-Est, hier, mardi, 1er juin quand, faisant fi de l'avertissement du sénateur Joseph Lambert, il est arrivé à Jacmel, dans le cadre des préparatifs du référendum. Il a dû laisser en trombe, face à une manifestation violente contre lui.

La chorale Éclat, sous la direction du maestro Carlo Balthazar.

Selon les dernières informations, M. Vincent s'est trouvé face à une population en furie. Sa voiture a essuyé des jets de pierres, tandis que des pneus enflammés donnaient le signal du pire. Dire qu'il n'a pas eu le temps de saluer les « *promoteurs du référendum* » qui l'attendaient. Il a laissé rapidement la ville, ne pouvant même pas rebrousser chemin par la « *Route de l'Amititié* », la principale route qui mène à Jacmel via Carrefour Dufort, Prenant un malin plaisir à le ridiculiser, les gens disent « *li fè wout pa bwa pou l tounen Pòtoprens* », du créole pour dire qu'il a emprunté une voie peu utilisée, passant par les montagnes de Séguin, via Furcy et Kenscoff pour retourner à Port-au-Prince.

Mercedes Narcisse. candidate au Conseil municipal de New York.

En effet, la présence à Jacmel de Rockefeller Vincent s'apparentait à un camouflet au président du tiers du Sénat restant, le sénateur Joseph Lambert, représentant du Sud-Est à la Chambre haute. N'avait-il pas annoncé, quelques jours plus tôt, que le référendum n'était pas le bienvenu dans son département, et que si l'on persistait jusqu'à y installer des bureaux ils seraient détruits ? Alors, le ministre Vincent, dit « *porte-parole officiel du référendum* » a voulu relever le défi.

Il est à se demander si le porte-parole officiel compte se déplacer dans d'autres circonscriptions pour superviser l'installation de bureaux additionnels pour le référendum, devenu une pierre d'achoppement pour les gens au sein de l'équipe Jovenel Moïse qui ont la tête dure ? L'on se demande aussi, si le ministre aurait renoncé à l'idée qu'il caressait de se présenter au tribunal de Petit-Goâve, le vendredi 4 juin, lors de l'interpellation de l'ex-commissaire du gouvernement Jean Danton Léger, un farouche pourfendeur du référendum ?

De toute évidence, le projet référendaire de Jovenel Moïse connaît déjà un mauvais sort, car son défenseur intraitable, Rockefeller Vincent, est mis en déroute dès sa première sortie officielle.

***Lancement du Centre d'informations permanentes sur le référendum et les élections.** C'est hier, mardi, 1er mai, que le Centre a été inauguré, à l'initiative du ministre de la Culture Pradel Henriquez, de concert avec Mathias Pierre, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des questions électorales et des relations avec les partis politiques. Était aussi présent Guy François, ministre auprès du Premier ministre chargé de la Citoyenneté et du Patriotisme.

Les commentaires ne se font pas attendre quant au lancement de ce « *Centre d'informations permanentes* », certains allant jusqu'à dire que ces ministres et sous-ministres, à Port-au-Prince, n'étaient même pas au courant des déboires de leur collègue à Jacmel, au moment où l'on faisait du tapage avec le lancement du Centre d'informations. Quelles informations auront-ils, en réalité, à fournir à la population? Ce n'est qu'une autre mangeoire aux dépens des contribuables de plus en plus appauvris.

***Un événement à Brooklyn en mémoire des disparus de la COVID-19.** À l'initiative du Haitian Leadership Forum, des compatriotes haïtiens et haïtiano-américains se sont réunis, sur la cour du Brooklyn Borough Hall, le siège politique de la commune, vendredi dernier, 28 mai, pour célébrer la mémoire de ceux qui nous ont laissés, fauchés par la pandémie du siècle.

Le quintet Duke Guillaume..

Nous saluons le Dr Thédore Fayette, de « Haitian Leadership Forum » et les organisateurs de cet événement, dont Marie Alice Voltaire, Rose Guerrier, le pasteur Leslie Thomas et le Dr Pierre Exuma. Nous adressons aussi des remerciements au Dr. Yvan Ducheine, un maître de cérémonie hors de l'ordinaire.

Différentes personnalités ont pris la parole, par des prières et des messages de circonstance. Parmi les politiciens de la communauté présents à cet événement, se sont signalés le conseiller municipal Mathieu Eugène, Mercedes Narcisse, candidate au Conseil municipal au district 46, ainsi que Rita Joseph, également candidate au district 40, les deux à Brooklyn.

L'animation musicale était au rendez-vous avec la chorale Éclat, sous la houlette du maestro Carlo Balthazar. Ces chanteurs ont remporté la palme avec quelque six interprétations chaudement applaudies. Pour conclure, le quintet Duke Guillaume, composé de deux trompettistes, deux saxophones et une trombone. Ces musiciens ont créé une ambiance remarquable avec des airs comme « *Amazing Grace* » et « *Quel repos céleste* ». Mais c'est leur interprétation interminable de « *AMEN* » qui a le plus impressionné. Comme pour dire au revoir à l'assistance, qui se retirait sur la pointe des pieds. Disons adieu à ceux qui nous ont devancés.

Rita Joseph, canditate aussi au Conseil municipal de New York.

Pierre Quiroule II
2 juin 2021

Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 9

Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 10

ÉDITORIAL

Tête baissée dans sa folie référendaire, Jovenel Moïse fait table rase des conséquences

Selon toute vraisemblance, Jovenel Moïse est frappé de folie ou de cécité, sinon d'insouciance chronique, l'incitant à plonger tête baissée dans sa folie référendaire. Faisant table rase des conséquences de telles démarches, ajoutées à ses nombreuses dérives criminelles et financières, le menaçant tout aussi bien, une fois débouté de ses prétentions de rester indéfiniment au pouvoir. Tel est le message exprimé discrètement dans les différentes prises de position lancées contre l'organisation de son référendum bidon et inconstitutionnel, en sus de la tenue des élections faites sur mesure qu'il se propose de s'octroyer. Mais l'ex-président intérimaire Jocelerme Privet a lancé contre lui la même mise en garde, sans détour.

En effet, tout au long de ces dernières semaines, les gestes d'hostilité n'ont pas manqué de s'afficher dans divers coins d'Haïti, en signe d'opposition aux équipes envoyées par le Conseil électoral provisoire (CEP) bidon, dont la mission consiste à faire la promotion de ce référendum. Depuis leur mise en fuite, les 5 et 6 avril, dans le Département du Nord-Ouest (tour à tour à Jean-Rabel et à Port-de-Paix), ces émissaires du CEP ont essuyé la colère des populations d'Anse-à-Veau et de Miragoâne (Nippes); de Jérémie, de Dame-Marie, d'Anse-d'Hainault et des Irois (dans la Grand'Anse ou Sud-Ouest), avant d'affronter la révolte des militants de Domon, proche de Mirbalais et de Hinche (Plateau-Central), puis Ouanaminthe, dans le Nord-Est. Sans oublier de mentionner Torbeck (dans le Sud).

Suite aux attaques dont ont été victime les promoteurs du référendum de Jovenel Moïse, l'organisme électoral illégitime et illégal a jugé opportun de choisir les destinations de leurs agents avec prudence. Aussi les zones cibles sont-elles devenues rares, en raison d'autres villes du pays, dont Jacmel, Cap-Haïtien, etc. où les habitants ont même menacé de faire violence à ces fonctionnaires, s'ils osent se présenter dans leurs localités. Jouant le geste à la parole, deux agents du CEP indésirable, en mission dans une communauté non identifiée de la Grand'Anse, ont été saisis puis ligotés comme de vulgaires voleurs de banane, avant d'être déposés au commissariat de Police de cette même localité. Les photos des deux hommes, devenues virales, ont été largement diffusées sur les réseaux sociaux.

Mais malgré la persistance de Jovenel Moïse, à travers ses sicaires, continuant à pousser son référendum par la corruption, la tendance populaire tend à la violence contre les représentants du CEP. Un tel cas a été constaté au Carrefour de l'aéroport, à Port-au-Prince. Un homme connu seulement par son prénom, Patrick, porteur d'un t-shirt frappé d'une inscription invitant à voter « *oui* » pour le référendum, a été violemment roué de coups, au point d'avoir eu les lèvres et les yeux tuméfiés jusqu'à devenir méconnaissable. Auparavant, à Port-de-Paix, un autre individu trouvé dans la même posture, a été pris en chasse par des militants anti-référendum. Rattrapé, il a connu le même sort que Patrick.

Ces gestes de violence à l'égard des colporteurs du référendum ont une tendance à s'intensifier, face à la persistance de Jovenel Moïse à engloutir l'argent du pays dans une aventure sans lendemain, qu'il sait impossible, vu l'opposition de plus en plus musclée qui lui est témoignée dans tous les secteurs du pays. Une tendance qui se manifeste sous différentes formes, notamment des interventions dans la presse ou des mises au point lancées sur les radios ou encore diffusées au niveau des réseaux sociaux. La réalité anti-référendum se caractérise par des condamnations au jour le jour fusant de toutes les couches sociales, des organisations socio-professionnelles, de la société civile, du secteur des affaires (non inféodé au pouvoir), de toutes les confessions religieuses. L'Église catholique a exprimé sa condamnation, non seulement de la politique générale de Moise, mais aussi de son référendum illégal et de ses élections bidon. Pour leur part, les églises protestantes n'ont cessé de condamner les administrations du chef d'État de facto, ayant, plus d'une fois orchestré des manifestations anti-Moïse, comme des marches contre le kidnapping, ou encore la mobilisation pour exiger le départ du président de facto.

Impliqué à fond dans la lutte pour le rétablissement de l'État de droit, la démocratie et la fin des dérives de Jovenel Moïse, la Conférence des pasteurs haïtiens, encore une fois, monte au créneau contre Moïse, appelant le peuple à refuser le changement de la Constitution prôné par ce dernier, arguant qu'il n'a ni titre ni qualité pour mener une telle entreprise.

On ne peut énumérer toutes les adhésions anti-référendum bidon et les élections faites sur mesure exprimées, à l'échelle du pays. C'est quasiment toute la nation s'élevant comme un seul homme pour dire non à ces initiatives, allant jusqu'à déclarer son intention de démolir les installations mises en place à cette fin. Suite à la proclamation du président du Sénat, Joseph Lambert, représentant du Sud-Est, à la Chambre Haute, selon laquelle « *le référendum n'aura pas lieu* » dans ce département, et qu'il sera prêt à «*démolir* » tous les bureaux préposés à cette fin, qui seront mis en place, toutes les juridictions du pays se déclarent prêtes à imiter ce geste. D'un bout à l'autre du territoire national, le mot d'ordre anti-référendum s'exprime par ces mots : Arrêtons cette folie « *par tous les moyens*».

C'est dans la foulée de cette opposition inflexible du peuple haïtien au double projet de Jovenel Moïse que le quotidien *The Miami Herald* a lancé un vibrant appel à l'administration Biden pour qu'elle cesse d'appuyer Jovenel Moïse et sa clique. Sous le titre « *Arrêtez de pousser pour des élections en Haïti, président Biden. Elles ne feront qu'aggraver la situation* », l'Éditorial, présenté par le Comité de Rédaction de cet organe, dans l'édition du 29 mai, met en évidence les raisons profondes qui justifient cette logique. (Lisez la traduction de ce document au complet réalisée par l'équipe *d'Haïti-Observateur,* et reproduit dans cette édition, qui commence à la première page).

Indiscutablement, le référendum et les élections privés de Jovenel Moïse sont répudiés totalement, en Haïti comme à l'étranger. Voilà de quoi qui aurait incité un homme d'État possédant l'usage de ses sens et doté de capacités intellectuelles adéquates à évaluer objectivement les conséquences de sa témérité et de son inflexibilité maladive. Quand bien même ces initiatives illégales et anticonstitutionnelles seraient inspirées de l'instinct de conservation, histoire d'éviter de payer le prix de ses dérives criminelles et financières, le président de facto devrait avoir la présence d'esprit d'éviter d'ajouter d'autres forfaitures sur celles qu'il a déjà accumulées.

Dans l'attente d'un changement de politique de l'administration américaine, suite à l'Éditorial du *Miami Herald*, qu'on estime inévitable, l'intervention de l'ex-président intérimaire Jocelerme Privert sur le référendum devrait donner à réfléchir à M. Moïse.

Dans ce document, publié dans l'édition du 28 mai 2021 du quotidien *Le Nouvelliste*, M. Privert attire l'attention sur le silence qu'il s'était imposé jusqu'ici, en tant qu'ex-chef d'État intérimaire, par souci de laisser les coudées franches à son successeur pour qu'il fasse son travail. Mais il estime la nation en danger, en raison du projet de référendum de Jovenel Moïse. Aussi a-t-il décidé d'intervenir.

En effet, écrit-il : « *Les velléités du Président Moise de changer ou de se défaire de la constitution de 1987, n'a rien à voir avec une exigence d'ajustement par rapport à l'évolution politique connue par le pays au cours des trente (30) dernières années. Ce choix répond à des préoccupations plutôt personnelles et/ou claniques. Cet entêtement n'a rien à voir, non plus, avec l'intérêt général ou encore avec le tout premier préambule de la constitution [6]. Ce dernier n'est évoqué que comme prétexte. Les déclarations, portant sur le renforcement de la démocratie, les libertés, les droits du peuple haïtien et la gouvernance, ne sont que stratagème et leurre. Le résultat poursuivi n'est que la modification et l'altération des processus sociaux tendant à l'émergence et à l'institutionnalisation de la participation du peuple dans la gestion du pouvoir politique et dans les prises de décisions intéressant sa communauté* ».

Encore dans cette même intervention, Jocelerme Privert souligne : « *" (...) il ne revient pas à un Président, élu sous l'empire de la constitution qu'il avait jurée de respecter et de faire respecter, de décider de la violer pour la changer. Le Président Moise, par cette démarche, s'est écarté de la voie de la légalité et de la légitimité constitutionnelle. Il s'érige volontairement en violateur impénitent et conscient de la loi-mère. Il risque de se faire et de fait se fait parjure. Cette rupture de l'ordre constitutionnel le rend passible de la Haute Cour de justice pour crime de haute trahison tel qu'établi à l'article 21, ainsi stipulé : [Le crime de haute trahison consiste à porter les armes dans une armée étrangère contre la République, à servir une nation étrangère contre la République, dans le fait par tout fonctionnaire de voler les biens de l'État confiés à sa gestion ou toute violation de la Constitution par ceux chargés de la faire respecter] "* ».

L'ex-président, doublé d'un ancien sénateur, en plus d'avoir été ancien ministre, etc., responsabilise les proches collaborateurs de Moïse dans cette forfaiture. Aussi enchaîne-t-il ainsi : « *Le gouvernement du Premier ministre Joseph Jouthe, par leur endossement aveugle de cette démarche et l'apposition de leur signature aux arrêtés portant nomination des membres de Comité consultatif indépendant (CCI) et ceux désignés juges électoraux, ont sciemment posé des actes contraires à la constitution de 1987 et aux lois du pays. Les tentatives d'explication fournies par les conseillers du Président Moise et les membres du Gouvernement ne tiennent pas. Les stipulations de l'article 128 de la constitution sont formelles « L'interprétation des lois par voie d'autorité, n'appartient qu'au Pouvoir législatif, elle est donnée dans la forme d'une loi ". Ces derniers sont solidairement responsables de ce crime de haute trahison et sont donc passibles de la Haute Cour de justice en participant à la violation [7] caractérisée de la constitution* ».

De toute évidence, par ses nombreuses violations de la Loi mère de la nation, en sus des nombreuses dérives, criminelles et financières dont il s'est rendu coupable, Jovenel Moïse était déjà un candidat à la Haute Cour de Justice. Avec son programme de référendum illégal et anticonstitutionnel, il a rendez-vous, lui et ses ministres, avec la justice. Un tournant obligatoire, en raison de sa témérité, ayant occasionné le gaspillage inconsidéré des ressources du pays.

Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 11

EDITORIAL

Headlong in his referendum madness, Jovenel Moïse seems to ignore the consequences

In all likelihood, Jovenel Moïse is struck with madness or blindness, if not chronic recklessness, prompting him to dive headlong into his referendum madness. The consequences of such action, added to his numerous criminal and financial abuses are so many threats awaiting him once he's out of power for good. This is the message discreetly expressed in the different positions taken against his bogus and unconstitutional referendum as well as against his tailor-made elections to grant himself more power. In that light, former interim President Jocelerme Privert has issued some clear warnings regarding his fate. We'll come that later.

Indeed, throughout the last few weeks, hostile gestures towards the president and his advisers, coming from all corners of Haiti, testify to the mounting opposition to the teams sent by the Provisional Electoral Council (CEP), on mission to promote the referendum. Things began going wrong for the CEP's emissaries April 5 and 6 in the North-West Department, especially in Jean-Rabel and Port de Paix, the president's hometown. The emissaries were chased out of town. Since then, those emissaries have incurred the wrath of the population in Anse-à-Veau and Miragoâne (Nippes); in Jérémie, Dame-Marie, Anse-d'Hainault and Irois, in the Grand'Anse department or the South-West. Then the action shifted to Domon, near Mirebalais and Hinche, in the Plateau-Central region, Haiti's Highlands, bordering the Dominican Republic, and to Ouanaminthe, in the North-East. There's not forgetting Torbeck, in the South.

Following the attacks on the promoters of Jovenel Moïse's referendum, the CEP, an illegitimate and illegal electoral body, has been very cautious in choosing the communities to send their agents. In addition, targeted areas have become more and more rare. Understandably so, because other cities, such as Jacmel in the Southeast and Cap-Haitian in the North, have warned the officials to stay away. Even violence has been threatened against the referendum officials, if they dare show up. From words to action, two agents of the undesirable CEP, on mission in an unidentified community of the Grand'Anse, were seized last week, tied up as is commonly done to banana thieves, before they were dropped off at the local police station. The photos of the two men on social networks have since gone viral.

Meanwhile, through corruption, Jovenel Moïse's followers persist in pushing his referendum. But, more and more, the tendency points to increased violence against representatives of the CEP. Imagine the case observed near the airport, in Port-au-Prince. A man known only by his first name of Patrick, wearing a t-shirt with an inscription inviting to vote "yes" for the referendum, was violently beaten, to the point that his lips and eyes got swollen beyond recognition. Earlier, in Port-de-Paix, another individual found with a similar t-shirt was chased by anti-referendum activists. Caught, he suffered the same fate as Patrick.

These acts of violence against peddlers of the referendum are definitely on the increase. By now, it must be getting through to Jovenel Moïse that it's about impossible to push down his referendum down the throat of the people. Increasingly, the opposition is flexing muscles throughout all sectors in the country. One can feel the mounting rebellion, whether in the press, on radio and on social networks. The anti-referendum reality is characterized by daily condemnations from all social strata, socio-professional organizations, civil society, the business sector (not affiliated with the government), and all religious denominations. The Catholic Church has expressed its condemnation not only of Moise's general policy, but also of his illegal referendum and his bogus elections. For their part, the Protestant churches have been on the barricades, so to speak, condemning the various administrations of the de facto Head of State, having more than once launched anti-Moise demonstrations, such as marches against kidnapping, or mobilization to demand the president's resignation.

Fully involved in the struggle for the restoration of the rule of law, democracy and the end of the excesses of Jovenel Moïse, the Conference of Haitian Pastors, once again, rises to the occasion against Moïse. It is calling on the people to refuse Moïse's change of the Constitution, arguing that he has neither title nor qualification to undertake such a task.

It is impossible to list all those that have taken position against the referendum and the tailor-made elections announced by Moïse. Virtually, the entire nation is standing up as one to say NO to his initiatives, and some have voiced their intention to demolish the referendum facilities set up for this purpose. In that light, the President of the Senate, Joseph Lambert, who represents the South-East Department, has stated "there will be no referendum" in this department. He says that he will be ready to "demolish" all the offices set up for this purpose. In other parts of the country some have declared their readiness to imitate Mr. Lambert's gesture. From one end of the country to the other, the anti-referendum slogan is expressed in these words: **"Let's stop this madness by all means."**

It is in the wake of this unyielding opposition of the Haitian people to the dual project of Jovenel Moïse that the daily newspaper The Miami Herald launched a vibrant appeal to the Biden administration to stop supporting Jovenel Moïse and his clique. Under the title, ***"Stop pushing for elections in Haiti, President Biden. They will only make the situation worse",*** the Editorial, presented by the Editorial Board in the May 29 edition, highlights the deep reasons that justify this logic. (Read the French translation of this complete document made by the team at *Haiti-Observateur,* appearing in this edition, beginning on front page).

Unquestionably, the referendum and the private elections of Jovenel Moïse are totally repudiated, both in Haiti and abroad. This should have prompted a political leader who still has his senses intact, and possessing adequate intellectual capability, to objectively assess the consequences of his recklessness and sickly inflexibility. Granted these illegal and unconstitutional initiatives were inspired by the instinct of self-preservation, to avoid paying the price of his criminal and financial excesses! Still, the de facto president should have enough sense left to weigh the consequences of adding more crimes to those he has already accumulated.

Pending a change in U.S. administration policy, following the Miami Herald editorial, which we would consider inevitable, the intervention of former interim president Jocelerme Privert on the referendum should give Mr. Moïse pause for thought.

In a document, published in the May 28, 2021 edition of the daily *Le Nouvelliste*, Mr. Privert draws attention to the silence he had imposed on himself until now, as former interim head of state, out of concern for giving his successor a free hand to do his job. However, he believes the referendum project of Jovenel Moïse puts the nation in danger. So he decided to intervene.

Indeed, he writes, "*The desire of President Moise to change or get rid of the 1987 constitution has nothing to do with a requirement of adjustment in relation to the political evolution experienced by the country over the past thirty (30) years. This choice responds to personal and/or clan concerns. This stubbornness has nothing to do with the general interest or with the very first preamble of the constitution [6]. The latter is only mentioned as a pretext. The declarations about the strengthening of democracy, freedoms, the rights of the Haitian people and governance are only a ploy and a decoy. The result is only the modification and alteration of social processes tending to the emergence and institutionalization of the participation of the people in the management of political power and in the decision making of their community.*"

Again, in the same text, Jocelerme Privert emphasizes: " ... *it is not up to a President, elected under the aegis of the constitution that he had sworn to respect and enforce, to decide to violate it and change it. President Moise, by this approach, has deviated from the path of legality and constitutional legitimacy. He voluntarily sets himself up as an unrepentant and conscious violator of the fundamental law. He risks making himself, and in fact makes himself a perjurer. This breach of the constitutional order makes him liable to the High Court of Justice for the crime of high treason, as established in Article 21, which states: 'The crime of high treason consists in bearing arms in a foreign army against the Republic, in serving a foreign nation against the Republic, in the fact that any public official steals the property of the State entrusted to his management, or in any violation of the Constitution by those entrusted with its enforcement.'*"

Former President Privert, who is also a former senator, in addition to having been a former minister, and more, blames Moïse's close collaborators for this crime. He continues as follows: "*The government of Prime Minister Joseph Jouthe, by their blind endorsement of this approach and the affixing of their signatures to the decrees appointing members of the Independent Advisory Committee (CCI) and those designated as electoral judges, have knowingly taken actions contrary to the 1987 Constitution and the laws of the country. Attempts to explain this by President Moise's advisors and members of the government do not hold up. The stipulations of article 128 of the constitution are formal: 'The interpretation of laws by authority belongs only to the Legislative Power, and is given in the form of a law. The latter are jointly responsible for this crime of high treason and are therefore liable to the High Court of Justice by participating in the violation[7] of the constitution.*"

Clearly, by his numerous violations of the fundamental law of the nation, in addition to the many criminal and financial abuses of which he has been guilty, Jovenel Moïse was already a candidate for the High Court of Justice. With his illegal and unconstitutional referendum project, he and his ministers have an appointment with justice. An obligatory turning point, because of his temerity, having caused the reckless waste of the country's resources.

Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 12

HAPPENINGS!

Continued from page 7

NEWSBRIEFS –FROM HERE AND THERE

***On Monday, May 31, the Ministry of Justice made its first move in an anti-referendum case.** The court in Petit-Goâve, in the Western Department that includes the capital, issued a warrant for court appearance on Friday, June 4, at 10 am, of Danton Léger for publicly speaking against the referendum.

The order to appear mentions that he has been seen *"in videos circulating on social networks, in the company of individuals armed with machetes, making all sorts of threats against social order."*

To be noted, Jean Danton Léger was a reputable government prosecutor who has turned quite bitter about the government and is being vocal about the situation, including the "illegal and unconstitutional" referendum. By picking on the former persecutor as their first referendum victim, the government is sending a message to others, and Rockefeller Vincent, the Justice minister, is standing by his threat that he will deal with ***"troublemakers . . . whatever their political connections or social standing."***

One wonders whether the sight of a machette at a demonstration is much more dangerous than assault weapons used by gang members shooting in the air at a pro-government demonstration. Rockefeller Vincent should not forget how he became Minister of Justice and Public Safety in July 2020. His predecessor, Lucmanne Delille, was dismissed by President Moïse when he spoke out against the spectacle of armed gangs, shooting in the air, in Port-au-Prince. In less than a year since he's been at Justice, the armed gangs have proliferated, kidnapping daily and he has not issued any warrant for their arrest or for appearing in court. Are we to believe that he fears losing his job if he were to move again the "Federated Gangs" allied to the regime?

The democratic opposition has called for a major demonstration on Friday in support of Danton Léger in front of the court in Petit-Goâve. By their arbitrariness, the authorities may be helping by unleashing, though unofficially the the popular movement against the referendum. And interim Prime Minister Claude Joseph, a PhD no less, should know that it is the wrong time for him to be calling on opposition leaders to enter into dialogue with the government, as he's done in an interview with *Le Nouvelliste,* on Monday, May 31.

The « Ti granmounn » at the demonstration against the referendum at JFK Hilton in New York, May 22nd.

Former Senator Antonio Cheramy has called on his former colleagues to stand up to Moïse and defend the constitution.** In an interview, May 28, to Magic-9 radio in Port-au-Prince, reproduced by *Le Nouvelliste* the same day, Mr. Cheramy said, ***"You, the 10 remaining senators, legally you have the possibility to defend the country, because as Jovenel Moïse swore to respect the constitution and have it respected by others, you also took the same oath." If he were still in his post, he said, he would have used Article 284-3 of the Constitution that forbids popular election to change it in a referendum.

He applauded the action of Senator Joseph Lambert, president of the third of the Senate still remaining, who vowed to have referendum offices destroyed, if they were to be deployed in his department of the Southeast. He added, "I am waiting for actions." Anyway, as a private citizen, he said he will oppose the June 27 referendum and encourages other citizens to do the same.

***The journalistic buzz about the situation in Haiti is to be found in a Board Editorial of the Miami Herald, May 29, in which President Biden is urged to revise his policy, or non-policy, about Haiti.** With the authorization of the Miami Herald Board, the Haiti-Observateur publishes, a French translation of the editorial, entitled **"Stop pushing for elections in Haiti, President Biden. They will only make things worse."** (See that French translation, beginning in front page.)

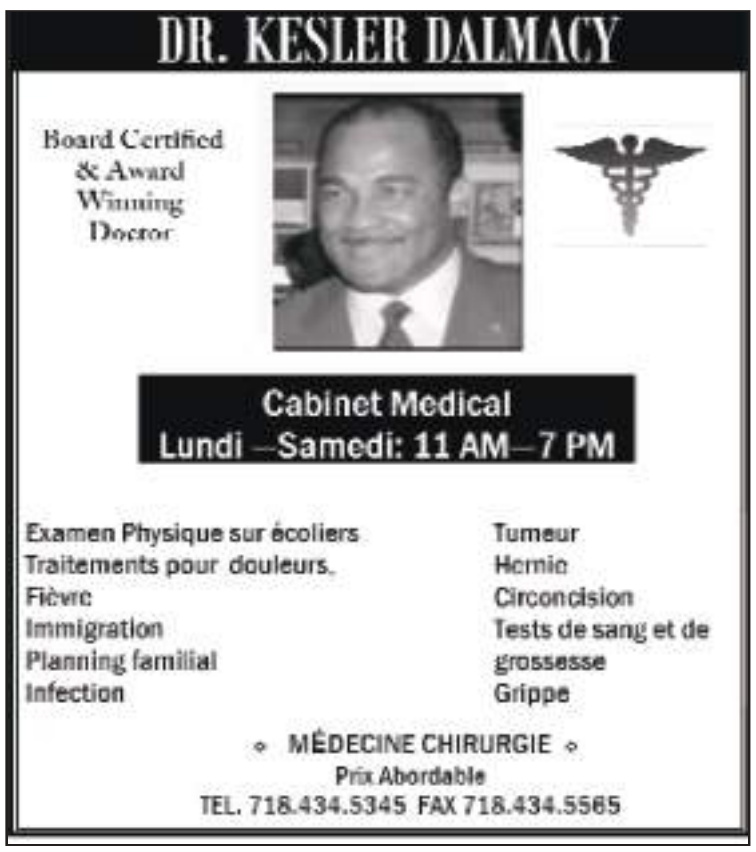
Gonzague Day, right, questioned by Orlando Opont (with hat) at the JFK Hilton Horel, May 22nd.

With much detail, the Haiti situation is analyzed. Find an English version out there on the internet, because it is making the rounds, especially on WhatsApp. You may also google it. The concluding two paragraphs are a synopsis of an unparalleled presentation by the Board of the Miami Herald. Read on***:***

"It is time for the Biden administration to also listen to the cries of Haitian families, here and those on the island—who are increasingly becoming kidnap vic tims – and of the country's young grassroots activists who have been screaming for a better and free Haiti."

And nailing it with this: ***"Biden should acknowledge that the first step to free Haiti is not through insisting on 'elections at all costs' but by insisting on good governance. And it should start with the United States openly an unapologetically opposing the June 27 constitutional referendum that, despite whatever good intention some in the international community may have, will not bring Haiti closer to democracy. Rather, it will pull the country deeper into chaos and authoritarianism."***

RAJ



Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 13

Le Nyragongo en éruption, Kagame en veut son cheval de Troie

Par Thierry Antha

Le Nyiragongo, l'un de plus beaux volcans actifs du monde, proche du Lac Kivu, à l'est de la République démocratique du Congo, crache du feu. Son sommet avec un diamètre de 1,2 km crache le plus grand lac de lave, qui dangereusement va déferler sur la ville de Goma, frontalière au Ruanda. La crise humanitaire demeure des plus sérieuses, à telle enseigne que, pour parer au pire, le gouvernement de Félix Antoine Tshisekedi a ordonné la population de Goma et celles des bourgades environnantes du Nord-Kivu d'évacuer rapidement la zone volcanique.

Le branle-bas a créé un tollé général au sein d'une population de plus 3 000 personnes aux abois vivant à côté du Lac Kisenyi et du Parc national de Virunga voulant franchir la frontière avec le Ruanda. Alors que la majorité de la population congolaise en détresse, à cause de cette calamité naturelle, a préféré fuir du côté de Kalemie et à l'intérieur de leur territoire, l'émoi causé par ce sauve qui peut général et le danger du pire ont pris le dessus sur les réfugiés qui n'avaient pas de choix que de prendre la première issue de sauvetage disponible, grâce à leur proximité avec le Ruanda. En dépit de leur animosité envers et leur haine du bourreau dictateur de Kigali, qui n'a point cessé de mettre en péril la paix dans la République démocratique du Congo, au moyen de ses guerres déclenchées afin de piller les minerais, il continue à tuer impitoyablement toute opposition politique viable au Ruanda, l'imminence de de la mort par les laves du Nyiragongo a poussé ces désespérés à opter pour l'antre de l'enfoiré criminel de Paul Kagame. Comme le malheur n'arrive pas seul, le lac Tanganyika connaît des vagues déferlantes des plus dangereuses, comme conséquences de l'éruption volcanique et tremblements de terre répétitifs. Ce qui rend toute mission de sauvetage par ce lac aussi dangereux que les laves elles-mêmes.

Au moment où les États-Unis, l'Angleterre, et bien des pays européens comprennent son vilain petit jeu des relations publiques extérieures à se présenter comme le leader africain du renouveau diplomatique et économique, par le truchement du martelage de la presse subventionnée, en Uganda et au Kenya, par son régime dictatorial, Paul Kagame sait que l'étau de vérité se resserre et détruit son mythe. Pour ce faire, il tente de créer de nouvelles alliances politiques avec la France d'Emmanuel Macron dont la dernière visite apologétique, à Kigali, de ce mois d'avril, a permis de reconnaître la responsabilité de la France par rapport au support du génocide ruandais. Ce faisant, les nouveaux mamours français a blanchi d'un trait le stratège et architecte du missile qui avait tué le président Juvénal Habyarimana. Le véritable auteur de la haine viscérale contre la francophonie, qui a fait du Ruanda un pays anglophone, sous les bottes du Front patriotique ruandais (RPF), a eu pour effet l'infamie du parti-État au pouvoir dictatorial de près de 27 ans, en passe de détruire son passé colonial de la Belgique francophone.

Là où le bât blesse, dans ce désastre naturel du Nyiragongo en éruption, Paul Kagame, dans son avidité diabolique d'une couverture de presse positive en Occident, veut en faire son cheval de Troie, par le truchement d'une fausse humanité qu'il n'a jamais prouvé dans sa razzia des minerais, viols des femmes, tueries de la population civile congolaise et réfugiés Hutus, tout cela commandité au Congo par ses forces spéciales. Si Kagame pouvait retrouver une âme humanitaire, il devait constituer une véritable réconciliation nationale, qui pousserait tous les réfugiés Hutus en exil au Congo à rentrer au Ruanda pour reconstruire leur nation dans la paix, sans exécution sommaire. Il plaiderait sa cause aux Nations Unies et auprès de tous les pays du monde pour qu'ils financent le séjour de ces réfugiés Hutus au Congo, en sus d'œuvrer, de concert avec les dirigeants congolais, pour leur retour pacifique au Ruanda, après 27 ans. Quant à présenter au monde des larmes de crocodile pour le sort de près de 3 000 réfugiés du Nyiragongo, alors que la RDC héberge de millions de Hutus and Interahamwe depuis plusieurs décennies, le minable dictateur de Kigali perd de son latin et de sa culotte de presse positive en Occident.

À se rappeler que la vérité est la fille du temps. Et le temps de l'an 2021 est tel que le tissu de mensonges, jadis vendu par tonnes par le régime de Kigali, ne peut plus cacher les détentions, les tortures, et les assassinats politiques que perpétrés tambour battant par les services secrets de Paul Kagame visant à abolir totalement la liberté d'expression et de rassemblement politique, au Ruanda, pendant 27 ans.

Le Nyiragongo présentement en eruption.

Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 14

Suite de la page 16

brillants exploits contre les ténors d'Asie, lors de triomphantes tournées : contre la Chine, le Japon, le Qatar, le Émirats, la Corée du Sud, ou même dans l'Europe centrale, contre le Kosovo, l'intérêt des géants sud-américains, ces dernières années, Venezuela, Colombie, Uruguay, Équateur, Paraguay, Bolivie, Pérou, Argentine, Chili, à se mesurer à nos Grenadiers et à nous accueillir, constitue la preuve que nous avons franchi des paliers importants que nous nous devons de consolider, de saison en saison.

On ressasse encore beaucoup de regrets, par rapport au dernier mondial Russie-2018, en constatant que nous n'étions pas loin des qualifiés et représentants de la zone, Costa Rica, Panama ... contre lesquels nous avons élevé notre jeu à chaque confrontation, tout cela, d'ailleurs, malgré un manque criant de ressources et sans aucun sponsor, sinon SAETA, notre équipementier, la récente Gold Cup a achevé de nous convaincre que nous étions sur la bonne voie, surtout avec l'affirmation de valeurs devenues sûres, le talent, la grande confiance que dégage Placide, aujourd'hui au sommet de son art, après treize ans de présence en équipe nationale (première sélection en Olympique, en 2008). Signalons aussi la maturité de Carlens Arcus, un des produits de l'ENTS, qui s'est imposé dans un des meilleurs clubs de France, Auxerre, assurant avec excellence la succession de Réginald Goreux. Ce dernier, lui, avait fait une belle carrière dans un des grands clubs belges, le Standard de Liège.

À noter aussi Jimmy Band, qui n'a jamais démérité, et dont le but contre Costa Rica restera historique; le patron de défense, Jérôme Meshack, qui a traîné ses bottes dans un grand club du Portugal, avant de bien s'installer dans le soccer, aux États-Unis, un roc de la défense centrale, dernier survivant de l'inoubliable sélection U17, qui se qualifia pour le mondial Corée 2007 à l'histoire à la fois triste et merveilleuse. À côté de lui, soit Andrew Jean-Baptiste, une vraie locomotive, à la dernière Gold Cup; ou encore Jems Geffrard doté de la sûreté technique impeccable; et aussi Ricardo Adé, le Saint-Marcois d'Amérique du Sud, aussi sûr de lui-même qu'élégant; au poste d'arrière, gauche Christian, solide, discret et très direct; au milieu, sans un vrai patron, depuis le retrait pour blessure de l'explosif Jeff Louis des hommes de devoir avec Brian Alcéus, précieux et qui s'affirme depuis son passage chez les U-20, il y'a 6 ans; Sony Mustivar, comme une fourmi dans tous les coups; Kevin Lafrance travailleur de l'ombre et surgissant devant les buts quasiment invisible qui, lui aussi, en est à une dizaine d'années en équipe nationale après ses débuts contre le Qatar, en 2010, dont on espère que ce retour sera payant. Ainsi que Steven Sabbat, aux coups lumineux si précieux par ses talents d'organisateur. Tout ce secteur a pris une dimension supplémentaire depuis la venue d'Hervé Bazile, stratège hors pair, et qui, en plus d'un tacticien d'expérience et d'un stratège doublé d'un animateur formidable, a élevé le niveau de jeu et dynamisé la confiance de l'équipe avec sa percussion, surtout au point de vue mental, précieux, sûr et en dehors du terrain galvanisant l'ensemble, en prêchant d'exemple.

Et puis, devant la puissance et l'esprit de sacrifice et da négation, le tank, le bulldozer Pierrot, l'imprévisibilité de Duk Nazon capable, dans une action d'éclat, de renverser le cours d'un match par un « *rush* », raid dévastateur, à l'instar de celui contre Cuba, un soir de février 2019, dans notre stade en délire. Ou contre le Panama, au Toyota Stadium, au Texas, en Gold Cup 2015; et puis Derrick Étienne, feu follet capable, dans un bon jour, d'exploser une défense par sa science du dribble et sa confiance en soi qui font regretter qu'on lui ait préféré souvent des fois un défenseur statique comme Donald Guerrier aux avant-postes; sans compter « l'Espagnol » Micky Cantave, qui assoie le fond de jeu et augmente la capacité de conservation ... c'est dommage que, depuis la Gold Cup, contrairement à ses futurs adversaires, sur la route du mondial, les Grenadiers n'aient joué aucun match de préparation, sauf celui contre un « *faux Mexique amateur* », un scandale honteux et un irrespect du drapeau mexicain, d'un pays si pointilleux sur l'honneur national. Mais les racketeurs n'ont jamais eu de scrupule.

L'équipe féminine de Croix des Bouquets, qui est aussi la Sélection nationale U-16.

Avec un groupe qui n'a pas trop changé, ces dernières années, et sur lequel le seul doute demeure l'absence totale d'activité en sélection, en deux ans, et aussi l'esprit d'amateur de sa préparation dont on pensait qu'Haïti s'en était définitivement débarrassé, car on ne prépare pas une succession de matches aussi importants dans un hôtel de plaisance, à Santo Domingo, avec un terrain à surface de jeu tourmentée et un groupe arrivant en désordre er au compte-goutte, sans staff courageux et travailleur; et encore sans aucun match d'évaluation avec des joueurs qui, en raison de la CPVOD-19 n'ont pas joué au rythme habituel avec une saison tronquée. À titre de comparaison, avant la dernière Gold Cup, l'équipe a eu un mois de préparation au meilleur centre d'entraînement du monde, Bradenton, aménagé pour un niveau de super-élite, avait au menu de sa préparation des adversaires du calibre de l'équipe chilienne, au Chili, de El Salvador, à Washington et de Guyana, à San José. En outre, si l'on peut accorder au personnel technique le crédit d'être d'un grand pays du football, comme la France, on est en droit de se demander, par contre, que peut faire comme manager général un ignorant comme Billy Chalera, que l'on a conservé et qui a même pris du galon, puisque promu manager général, lui qui a fait tant de torts et appauvri les joueuses haïtiennes en évoluant en France, et en se faisant passer illégalement pour leur agent. Ce qui a démontré encore son pouvoir en faisant sélectionner deux trentenaires qui vont débuter en équipe nationale quand il y'a plein de jeunes, en diaspora et en Haïti, ayant fait leurs preuves. N'aurait-il pas mieux fallu, dans ces conditions, revenir à une préparation à De Cameron et au Parc Levelt de Saint Marc dont la chaleur de l'accueil aurait pu galvaniser la troupe, en préparation des rendez-vous cruciaux qui l'attendent, d'autant que cela aurait été une acclimatation à la pelouse artificielle, que les joueurs ne connaissent pas en club.

Malgré la valeur connue de notre équipe, qui a soulevé, en Haïti, de grandes espérances, et malgré une préparation à la manière de vacances, on peut souhaiter, malgré un management amateur quelconque, que les réflexes et les bonnes inspirations reviennent au bon moment, d'autant que le gros du groupe joue la dernière chance de leur carrière et qu'il saura bien négocier les rendez-vous excitants des deux prochains mois. Car tout ce qui a été fait, durant ces dernières années, l'était en fonction des deux objectifs majeurs : Gold Cup 2021 et Qatar 2022. Après l'épopée de 2019, l'objectif ne peut être que de se hisser en finale et en Coupe du monde, de se qualifier au moins pour l'Octogonal final, résultat réaliste, puisque, avec les mêmes acteurs, Haïti s'était hissé au niveau des quatre, et pourquoi pas alors parmi les huit de la région.

L'équipe Real du Cap-Haïtien..

La FHF avait d'ailleurs travaillé en fonction de cet objectif en reconditionnant le Stade national avec des vestiaires neufs et modernes et une pelouse artificielle dernière génération installée par les Hollandais. Un projet FIFA 2020 avait prévu de nouveaux vestiaires et un éclairage moderne à Saint-Marc et au Cap Haïtien, en prévision de leur utili-

Suite enpage 15

Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 15

Suite de la page 15

sation éventuelle en Coupe du monde.

Le cheminement des Grenadiers

Débuts au Stade national, par un «*chaufe Jarèt* » face aux Turks and Caicos, le 5 Juin, avant d'accueillir le Nicaragua, de regrettée mémoire, le 8 juin, un viel adversaire dont il faut se méfier. Les examens sérieux seront contre le Canada, le 12 juin, au Stade, en Haïti, dont on espère que le climat sera serein, dans l'idée de prendre une avance substantielle en prévision du retour à Orlando dont le stade peut être acquis aux nôtres, le 15 juin, pour ouvrir les portes de l'Octogonal final devant élire les trois qualifiés et demis pour Qatar. Quatre matches cruciaux à bien négocier et les nôtres pourront alors, l'esprit dégagé et les muscles bien gonflés, s'engager dans la Gold Cup, d'abord en s'ouvrant la porte lors du barrage contre St Vincent, qu'il faudra écarter le 2 juillet, à Miami, et aborder avec confiance l'épreuve terrible d'un groupe costaud de Gold Cup avec, tour à tour, les USA, le Canada (encore) et la Martinique, toujours redoutable avec ses pros d'Europe.

L'équipe de l'As Tigresses

Avec cette équipe, qui éleva son jeu à la hauteur de l'intouchable no. 1 régional, le Mexique, tous les espoirs sont permis.

L'horaire des prochaines compétions

5 juin : Haïti vs Turks & Caicos; 8 juin Haïti vs Nicaragua. Si Haïti prend le meilleur sur ses deux adversaires, ce sera : 12 juin, Haïti vs Canada ? Si le Canada et Haïti favori se qualifient, le rendez-vous sera : 15 juin, à Fort Lauderdale : Canada vs Haïti, (Si...) 2 juillet : Haïti vs Saint Vincent and Grenadines. (Barrages Gold Cup 2021), 15 juin. 12 juin Haïti vs Canada.

S.B.

Journal 2 - 9 juin 2021.qxp_HO 6/2/21 4:03 AM Page 16

Sélection Senior : Jean Jacques Pierre signe pour deux ans avec la Sélection nationale

Par Gesner Jean Marie

PORT-AU-PRINCE, 28 mai — Après plusieurs semaines de tractations, les responsables de la Fédération haïtienne de gootball (FHF) ont trouvé un accord avec Jean Jacques Pierre pour entraîner la Sélection nationale pendant les deux (2) prochaines années. L'annonce a été faite, le vendredi 14 mai 2021, par le président du Comité de normalisation, Me Jacques Létang, lors d'une conférence de presse donnée au centre FIFA Goal de Croix-des-Bouquets.

À une semaine des prochaines échéances de la Sélection nationale sénior, aux éliminatoires du mondial 2022 et Gold Cup 2021, la signature de Jean Jacques Pierre, pour une période de deux ans, vient calmer les esprits. Cependant, les détails de ce contrat n'ont pas été révélés, en dépit du fait que les prétentions salariales de ce coach inexpérimenté étaient de l'ordre de USD 8 000 $ le mois.

L'objectif premier de l'ancien capitaine de la Sélection National et du Cavaly de Léogane, pour les deux prochaines années, consiste à se qualifier pour la Gold Cup et le mondial Qatar 2022. Âgé de 40 ans, l'ancien joueur de Cean et de Penyarol de Monte Vidéo, Jean Jacques Pierre, a la grande responsabilité de donner des résultats dans un contexte socio-économique difficile pour la FHF, avec un Comité de Normalisation qui tâtonne encore à trouver des solutions aux défis auxquels il fait face.

Jean Jacques Pierre a déjà réalisé une première victoire contre Belize 2-0, au Stade Sylvio Cator en mars dernier. Sous la houlette de l'ancien joueur de Cean et de Paris FC, la sélection nationale doit continuer sur cette lancée pour le bonheur de tout un peuple qui attend une bonne occasion pour retrouver le sourire.

Haïti se prépare en République dominicaine

Immédiatement après la signature de son contrat, le sélectionneur Jean Jacques Pierre a soumis à une pré-liste de 31 joueurs au secrétaire général de la FHF, Carlo Marcelin, qui l'a confirmé, le vendredi 14 mai 2021, en conférence de presse. De cette pré-liste, 23 ont été définitivement retenus pour préparer les prochains matches des éliminatoires de la Coupe du monde, Qatar 2022 et la Gold Cup 2021.

Sans surprise, cette liste définitive est composée, d'une part, de la majorité des cadres de la Sélection nationale évoluant à l'étranger, notamment le capitaine Johny Placide (Tsarko Selo, Bulgarie), Alex Christian junior (FK Atyrau, Kazakhstan), Stéphane Lambèse (US Orleans, France), Carlens Arcus (AJ Auxerre, France), Mechack Jérôme (El Paso Locomotive), Hervé Bazile (Le Havre, France), Duckens Nazon (STVV, Belgique) et Frantzdy Pierrot (EA Guingamp, France). D'autre part, trois joueurs évoluant dans le championnat national de première division, dont deux représentants du Réal Hope Académy, le gardien (Andy Bordenave et Bicou Bissainthe), ainsi que l'attaquant du Violette (Roberto Louisma Badio).

La Sélection nationale d'Haïti.

Ces 23 joueurs subiront un premier en stage, en République dominicaine, à Punta Cana, du 26 mai au 4 juin, afin de se préparer pour affronter les Îles Turques and Caicos, le 5 juin en déplacement et le Nicaragua le 8 juin, au stade national Sylvio Cator, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde Qatar 2022. En cas de victoire aux deux matches, les Grenadiers se qualifieront pour jouer une compétition d'appui contre le Canada aller-retour, les 12 et 15 juin 2021, avant de participer au diagonale finale de la Coupe du monde Qatar 2022.

Ensuite, la Sélection nationale senior réalisera un second stage, avant d'affronter Saint Vincent et Grenadines, le 2 juillet, et les Bermudes ou Barbade, le 6 juillet 2021, en match de barrage pour la Gold Cup 2021. En cas de qualification, la Sélection nationale complètera le groupe B, en compagnie des États- Unis, du Canada et de la Martinique, considéré comme la troupe de la mort de la Gold Cup, qui aura lieu aux États-Unis, du 10 juillet au 1er août 2021.

Selon Carlo Marcelin, ces deux stages de préparation des Grenadiers seront supportés par un groupe d'Haïtiens militant à l'étranger, à travers un Fan Club créé pour venir en aide à la Sélection nationale. Ces Haïtiens prendront en charge le logement de ces derniers, alors que la FHF s'assurera des per diem alloués aux joueurs et leurs équipements.

Dans ce contexte économique difficile, le secrétaire général de la FHF a annoncé que la prévision budgétaire pour les deux compétitions s'élève à USD 3 millions $ (3 000 000,00). « *Les coûts sont vraiment élevés, si l'État n'intervient pas, la situation sera compliquée, malgré le support inconditionnel de la FIFA et la Concacaf. Car d'autres sélections ont des rendez-vous à partir du mois septembre prochain* », a souligné M. Marcelin.

Wilde Donald Guerrier et Steeven Saba, les principaux absents

L'international haïtien, Wilde Donald Guerrier, a décliné l'invitation du sélectionneur Jean Jacques Pierre, arguant que le comité n'a pas tenu ses promesses après la victoire face à Bélize (2-0). Selon les informations disponibles, l'ancien joueur de l'America des Cayes aurait réclamé le paiement de la totalité des dettes de la dernière Gold Cup, qui s'élève à USD 3 700 $, comme condition de sa participation aux prochaines compétitions de l'Équipe nationale.

Autres absents de marque, le milieu de terrain du Violete AC, Steven Saba, testé positif à la Covid-19, a finalement manqué les rassemblements. Il a été remplacé par Bicou Bissainthe (Real Hope Academy). Concernant Simonsen Jeppe, un jeune qui fait partie de la première Danoise, au sein du club de Sunderjiske, son invitation a été déclinée pour des raisons administratives, malgré sa volonté. Mickael Cantave, qui joue en troisième division espagnole, remplace Simonsen Jeppe, alors que Wilde Donald Guerrier fait place à Appollon Ashkanov.

La nouvelle liste des 23 grenadiers

Gk (3) : Johny Placide (Tsarko Selo, Bulgarie), Andy Bordenave (Real Hope), Josué Duverger Vitoria Setubal, Portugal)

Défenseurs (7) : Carlens Arcus (A. J. Auxerre, France), Stéphane Lambèse (US Orleans, France), Jems Geffrard (Wanderers d'Halifax, Canada), Ricardo Adé (Mushuc Runa, Équateur), Mechack Jérôme (El Paso Locomotive, USA), Alex Christian junior (F.K. Atyrau, Kazakhstan), Ashkanov Apollon (San Diego 1904, Chypre).

Milieux (7) : Soni Mustivar (Nea Salamina Famagusta, Chypre), Bicou Bissainthe (Real Hope), Kevin Lafrance (AEK Larnaca, Chypre), Bryan Alcéus (Gaz Metan Médias, Roumanie), Leverton Pierre (USL Dunkerque, France), Mickael Cantave (CP Villarrobledo, Espagne), Roberto Baggio Louima (Violette).

Attaquants (6) : Duckens Nazon (STVV, Belgique), Frantzdy Pierrot (EA Guingamp, France), Don Deedson Louicius (IK Hobro, Danemark), Hervé Bazile (Le Havre, France), Carnejy Antoine (US Orléans, France), Derrick Étienne (Columbus Crew, USA).

Pour réussir sa mission, le sélectionneur national, s'est fait entourer d'un groupe de techniciens haïtiens et étrangers expérimentés ainsi identifiés : Pierre Jean-Jacques (entraîneur principal); David le Goff (entraîneur adjoint); Jean-Claude Josaphat (entraîneur adjoint); Houdou Valentin (entraîneur gardien de but); Olivier Guiller (préparateur physique).

Jeanmarie2220@yahoo.fr

Mois de vérité pour le football haïtien

Par Steve Brave

C'est une période cruciale que l'Équipe nationale de football connaît, ce mois de juin, puisqu'elle joue son avenir immédiat avec la Gold Cup et la Coupe du monde Qatar 2022.

Depuis bientôt une décennie, la formation de foot nationale est sur une pente ascendante, entraînant même dans son élan les équipes nationales de jeunes filles et garçons devenues, depuis 2013, reines sans partage de la Caraïbe, avec une série de performances qui nous valent un grand respect dans la zone : la Gold Cup 2015 et le match mémorable en quart contre les États-Unis, la qualification avec six autres équipes de la région, à la Copa America du centenaire, en 2016, la série de

Suite en page 14